

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

Mercredi 10 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°121 ■

CRÉATION D'UNE MONNAIE NUMÉRIQUE

## Pour des transactions sûres et rapides

L'Algérie, à l'instar de beaucoup d'autres pays, vient par la voix de son ministre des finances, de confirmer la création d'une monnaie numérique, consacrée par le projet de loi sur la monnaie et le crédit. C'est lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, que le ministre des Finances, a évoqué la monnaie numérique, en apportant des précisions sur le sujet.

P 3



Pharmacie centrale  
des hôpitaux  
Vers la production  
de plus de 30 médicaments  
innovants

P2

Exportation de matériaux de  
construction  
1,3 milliard de dollars  
de recettes  
en 2022

P5

Enseignement supérieur  
Plus de 54% des projets  
de fin d'études transformés  
en projets innovants

P4

Dette

**Le coût pour  
les Etats monte  
en flèche**

P 11

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**Une question centrale  
pour Sonatrach**

Le Groupe Sonatrach a signé, hier à Alger, un document portant Politique et Code de conduite anti-corruption et ce, en conformité avec les exigences de la norme internationale ISO 37001, relative au système de management anti-corruption (SMAC).

P4

DES EXPERTS TIRENT LA SONNETTE  
D'ALARME

**Hausse inquiétante de  
la consommation  
énergétique**

La mise en place en place d'une nouvelle politique de consommation énergétique est plus que nécessaire. Près 40% de la production primaire en pétrole, estimée à 164 millions Tep, soit l'équivalent de 67,2 millions Tep est consommée en local.

P 5

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

**«Convergence totale»  
des vues sur les  
questions d'intérêt  
commun**

Le ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie Saoudite, le prince Faisal bin Farhan Al Saoud a fait part, mardi, d'une «convergence totale» des vues de l'Algérie et de son pays concernant les différentes questions d'intérêt commun, indiquant que la coopération et la coordination existant entre les deux pays servaient la sécurité et la stabilité dans la région arabe et la communauté internationale, dans un sens plus large.

P 16

## EDUCATION

**Début de l'opération d'élaboration des sujets des épreuves du BAC 2023**

L'opération d'élaboration des sujets des épreuves du baccalauréat (session 2023) a débuté, lundi, avec la mise en quarantaine du staff en charge de l'élaboration et de l'impression des sujets. Présidant le lancement de l'opération au niveau de l'annexe de l'Office national des examens et concours (ONEC) à Kouba (Alger), l'inspecteur général au ministère de l'Éducation, Mustapha Benzemrane a affirmé que le staff en charge de l'élaboration et de l'impression des sujets des épreuves du baccalauréat composé de 131 cadres "entre en quarantaine totale et s'isole du monde extérieur durant 38 jours", saluant "la noble mission patriotique" de ce staff dans "la réussite de cet examen national important". M. Benzemrane a estimé que le travail de ce staff "est une leçon en termes de sacrifice et un devoir national" pour garantir "la crédibilité de cet examen et réaliser le principe d'équité et d'égalité des chances entre candidats", relevant que l'Etat "a réuni toutes les conditions matérielle et humaines pour assurer la réussite de toutes les opérations de préparation et les mesures organisationnelles de déroulement des examens scolaires nationaux dans de bonnes conditions". Les élèves passeront du 5 au 7 juin l'examen du Brevet d'Enseignement moyen (BEM) et du 11 au 15 juin celui du baccalauréat.

## PHARMACIE CENTRALE DES HÔPITAUX

**Vers la production de plus de 30 médicaments innovants**

Le directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Samir Ferhat, a révélé hier mardi l'arrivée de matières premières pour la production de médicaments innovants pour plus de 30 médicaments, dont la plupart sont liés au cancer.

Par Slimane T

Cette arrivée de matières premières est annoncée pour la semaine prochaine pour une enveloppe financière estimée à 15 milliards de dinars.

Il s'agit de l'acquisition de 28 matières premières liées au cancer, et deux médicaments pour les rhumatismes et la sclérose en plaques, a-t-il détaillé lors de son intervention sur les ondes de la chaîne I de la Radio nationale.

Cette acquisition devrait répondre, durant une année, aux besoins de tous les hôpitaux et les services ayant exprimé le besoin, a assuré Samir Ferhat.

Le même responsable a rappelé que les pouvoirs publics, à travers le ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, ont, ces dernières années, posé les bases législatives et réglementaires ayant contribué à la relance de la production pharmaceutique.

Ce qui a permis, d'une part, de réduire la facture des importations, et, d'autre part, de permettre l'émergence de 200 unités de

production qui contribuent efficacement à la production locale de médicaments. A cet égard, l'invité de la radio nationale a indiqué que depuis début septembre 2022, 643 types de médicaments ont été acquis en grande quantité, soulignant que le processus se poursuit.

Concernant le stock de la Pharmacie centrale des hôpitaux en exploitation, Samir Ferhat a révélé qu'il est de l'ordre de 37 milliards de dinars.

Un montant appelé à être revu à la hausse pour atteindre les 50 milliards de dinars. Dans le même contexte, Samir Ferhat a indiqué que les avoirs de la Pharmacie centrale des hôpitaux s'élevaient à environ 16 milliards de dinars pour les maladies cancéreuses et 10 milliards de dinars pour les hémopathies (maladies du sang), en plus d'une enveloppe financière considérable dédiée au diabète.

Le même responsable a indiqué que, ces derniers jours, des contrats ont été signés pour des commandes d'achat des mêmes médicaments en quantité suffisante pour une année complète.

Par ailleurs, le directeur général de la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Samir

Farhat, s'est exprimé sur les perturbations des produits pharmaceutiques, précisant qu'il n'est pas nouveau, et cela n'a aucun lien avec la PCH.

Il a affirmé que de nombreux pays européens connaissent des perturbations dans les produits pharmaceutiques, tels que la France, la Suisse, l'Allemagne. Le même responsable a attribué les raisons de la perturbation des produits pharmaceutiques au manque de contrôle des établissements de santé sur leurs besoins exprimés, et ce lors de la préparation de la pharmacie centrale des hôpitaux pour son programme d'approvisionnement, qui est principalement dû à l'absence d'une plateforme d'information fiable concernant les consommables de ces établissements de santé, ainsi que la relance des activités qui avaient été suspendues pendant la pandémie de Covid et l'augmentation de la croissance démographique. Samir Farhat a ajouté qu'il y a une autre raison, qui est le non-respect par les fournisseurs des délais d'approvisionnement de la pharmacie centrale des hôpitaux en ces produits pharmaceutiques, ce qui entraîne des amendes de retard.

## INTERNET FIXE À HAUT DÉBIT

**Raccorder 6 millions de foyers à la fin 2024**

Le secteur de la Poste et des Télécommunications a fixé pour objectif de raccorder 6 millions de foyers à l'internet fixe à haut débit à la fin 2024, a annoncé avant-hier à Alger le ministre du secteur, Karim Bibi Triki.

Dans son allocution à l'ouverture du 1er forum international des technologies de l'information et de la communication «CTO FORUM» au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, le ministre a mis en avant l'importance «d'améliorer les capacités technologiques et économiques en Algérie, à travers le raccordement du tiers des familles algériennes au réseau internet, en sus des entreprises et des sociétés spécialisées dans le domaine du numérique et des technologies de l'information et de la communication».

Le raccordement de 6 millions de foyers à l'internet fixe à haut débit et 1 million d'abonnés à l'internet fixe très haut débit (fibre optique) figure parmi les objectifs qu'entend réaliser le secteur d'ici la fin 2024, a-t-il assuré.

A cette occasion, il a rappelé l'engagement de son secteur à développer les infrastructures de base et à permettre aux citoyens d'accéder à l'internet à l'échelle nationale en passant de 3,5 millions de foyers raccordés au réseau internet à la fin 2019 à 5 millions de foyers à la fin avril 2023», arguant qu'il s'agit de chiffres reflétant «la ferme vo-

lonté politique et l'engagement de son département ministériel à développer les technologies de l'information et de la communication et à les mettre à la disposition du simple citoyen».

Le débit internet a enregistré une nette évolution traduite par «l'augmentation du débit minimum de l'internet fixe de 2 Mbps à 10 Mbps avant d'atteindre les 300 Mbps à l'ère des fibres optiques, et ce dans l'objectif d'être au diapason des avancées technologiques que connaît le monde», a précisé le ministre.

Affichant le souci de son secteur quant au développement des infrastructures des TIC, M. Bibi Triki a souligné que «basculer de l'ancien réseau internet fixe vers le réseau de fibre optique est l'un des défis à relever par le secteur de la Poste».

Dans ce contexte, le ministre a fait état de «44 millions d'abonnés à internet mobile des différents opérateurs téléphoniques», réitérant «l'attachement de son secteur à l'amélioration de ce service à travers le territoire national en coordination avec l'ensemble des partenaires et acteurs du domaine».

Le CTO FORUM qui se poursuit jusqu'au 10 mai courant connaît la participation de 150 exposants. Ses organisateurs prévoient près de 4.000 visiteurs.

R E.

## ATTRIBUTION DES AGRÈMENTS DE CONCESSIONNAIRES DE VÉHICULE

**La mise au point du ministère de l'industrie**

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, a informé, lundi dans un communiqué, qu'il est le seul habilité à communiquer sur les nouveautés concernant l'attribution des agréments de concessionnaires de véhicules, assurant que 3 agréments ont été attribués à ce jour. Le ministère a ainsi indiqué que «la commission installée par voie réglementaire auprès de ses services, chargée de suivre le dossier

d'attribution des agréments pour l'exercice de l'activité de concessionnaire de véhicules de tourisme et utilitaires, conformément aux dispositions réglementaires, poursuit ses travaux, siège régulièrement et traite toutes les demandes qui lui sont parvenues».

A cet effet, en tant que «seule institution en charge du dossier», le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique rappelle qu'il

est «le seul habilité à communiquer sur toute évolution de l'attribution des agréments de concessionnaires de véhicules de tourisme et utilitaires qui sont jusqu'à ce jour au nombre de trois : Fiat, JAC et Opel».

Ainsi « toutes autres informations pouvant être relayées dans des articles de presses et réseaux sociaux demeurent infondées», souligne le ministère.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
EcoEdité par la  
SARLLes enjeux Eco  
Tel: 06 98165554**Gérant**  
Belmihoub  
AbdelazizDirecteur de  
publication  
Radji Zahir**Siège social**  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger**Siège de la rédaction**  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09**Impression**  
Centre : SIA**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

## PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale  
de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur

email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

## CRÉATION D'UNE MONNAIE NUMÉRIQUE Pour des transactions sûres et rapides

L'Algérie, à l'instar de beaucoup d'autres pays, vient par la voix de son ministre des finances, de confirmer la création d'une monnaie numérique, consacrée par le projet de loi sur la monnaie et le crédit. C'est lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, que le ministre des Finances, a évoqué la monnaie numérique, en apportant des précisions sur le sujet.

Par Réda Hadi

Le ministre a indiqué que cet outil, développé et contrôlé par la Banque centrale à l'instar des billets de banque, permettrait d'effectuer des transactions «sûres et rapides». Pour lui la monnaie numérique de la banque centrale vise à «réduire les coûts de l'intermédiation financière, renforcer la sécurité commerciale, encourager le paiement électronique, lutter contre le blanchiment d'argent et la corruption, et préserver la souveraineté des Etats en interdisant les devises cryptées privées». Le ministre a, en outre, souligné les mesures prises ces dernières années pour la numérisation du secteur financier, annonçant à ce propos le lancement, avant la fin du semestre en cours, du Portail national des marchés publics et le Système d'information pour l'Administration gestion des douanes.

Evidemment pour les néophytes, l'appréhension de cette nouvelle monnaie, peut susciter quelques inquiétudes. C'est pour cette raison, que nombre d'économistes suggèrent une large campagne de vulgarisation et d'explication pour une meilleure adhésion.

Néanmoins, certains mettent en garde quant à son utilisation et sur les systèmes de sécurité des transactions virtuelles.

En effet, des spécialistes disent craindre, qu'en plus des attaques externes, les systèmes de banque électronique sont exposés au risque opérationnel émanant de leurs propres employés, qui peuvent, de manière frauduleuse, acquérir des données d'authentification pour accéder aux comptes des clients ou voler des cartes de stockage de valeur monétaire.

Et ce d'autant plus que affirmant-ils, les débats qui agitent le monde des économistes quant aux effets de la nouvelle économie sur

la structuration, le fonctionnement et la régulation de l'économie, n'épargnent pas la sphère monétaire et financière.

L'usage de nouvelles technologies de l'information et des communications font prédire à certains des ruptures radicales dans les systèmes monétaires, pouvant aller jusqu'à la disparition de la monnaie et des banques centrales, dans les cas les plus pessimistes.

### Faut-il avoir peur de la monnaie numérique ?

Si l'on se réfère aux propos du ministre, cette nouvelle monnaie, ne peut être que bénéfique, dans le sens où c'est la transparence qui prime.

De plus outre la clarté des transactions, cela va permettre de mettre à bas l'informel, puisqu'il n'y aura pas de liquidités en circulation.

Dans ce sens, le ministre a expliqué que la monnaie numérique de la banque centrale vise à «réduire les coûts de l'intermédiation financière, renforcer la sécurité

commerciale, encourager le paiement électronique, lutter contre le blanchiment d'argent et la corruption, et préserver la souveraineté des Etats en interdisant les devises cryptées privées».

Le ministre a, en outre, souligné les mesures prises ces dernières années pour la numérisation du secteur financier, annonçant à ce propos le lancement, avant la fin du semestre en cours, du Portail national des marchés publics et le Système d'information pour l'Administration gestion des douanes.

Concernant le système informatique des douanes, M. Faïd a précisé qu'il couvre actuellement 41 centres d'impôts, ajoutant que les services des Domaines de l'Etat ont lancé une plateforme du foncier, mise à la disposition des citoyens et des notaires, pour permettre l'échange d'informations avec le secteur des impôts et d'autres secteurs stratégiques.

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE L'Algérie souhaite un accompagnement de la Banque mondiale

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu en audience, le Directeur des opérations pour le Maghreb auprès de la Banque mondiale (BM), Jesko Hentshel, avec lequel il a abordé les perspectives de coopération, a indiqué mardi un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue lundi, a constitué une occasion "pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et la Banque mondiale (BM)", a précisé la même source.

Les deux parties se sont félicitées, à ce titre, des actions de coopération engagées jusque-là, notamment en matière d'appui technique dans le secteur financier et ont convenu d'intensifier cette coopération dans d'autres domaines d'intérêts communs, a ajouté le communiqué.

A cette occasion, M. Faïd a présenté à son interlocuteur les chantiers de réformes engagées par l'Algérie, notamment dans le domaine budgétaire qui permettra "d'instaurer une nouvelle méthodologie dans la gestion des finances publiques, axée sur une logique de performance et de résultats et adoptant une allocation par programme sectoriel à moyen termes, assorti d'objectifs concrets et d'indicateurs précis, permettant, ainsi, de présenter plus de visibilité sur les priorités de développement socio-économique de l'Etat".

Cette réforme, a-t-il poursuivi, vient compléter les autres améliorations réalisées, notamment en matière d'investissement et de commerce extérieur et sera consolidée par la revue prochaine du cadre légal encadrant le secteur monétaire à travers la nouvelle loi sur la Monnaie et le Crédit, selon le communiqué.

A cet égard, le ministre a exprimé "le souhait d'un accompagnement plus affirmé de la part des partenaires au développement pour renforcer le développement économique en Algérie, dans un contexte mondial marqué par de multiples défis", a fait savoir le ministère.

Le défi climatique a également été souligné par le ministre, en rappelant à son interlocuteur les efforts déployés par les pouvoirs publics pour protéger les citoyens des conséquences engendrées par le phénomène du changement climatique à travers les mesures légales et institutionnelles, ainsi que des dispositifs d'assurances adoptés dans ce cadre. Il a, à ce titre, invité son interlocuteur à "renforcer davantage l'appui de son institution en termes de transfert de savoir et de renforcement des capacités à même d'appuyer l'Algérie dans son vaste programme de réformes". Pour sa part, M. Hentshel a "félicité l'Algérie pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes engagées dans les différents domaines conduisant à assoir une plus grande transparence et une amélioration de l'écosystème économique et financier".

Le responsable de la BM a réitéré la "disponibilité de son institution à poursuivre l'accompagnement des mesures adoptées par notre pays au titre de son programme de développement et de diversification économiques", a-t-on souligné de même source.

R.E.

R.E.

### LE PROJET DE LOI SUR LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE PRÉSENTÉ AU SÉNAT

## Assurer un suivi optimal et plus efficace des fonds publics

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présenté, mardi, devant les membres du Conseil de la nation, le texte de loi portant règles de comptabilité publique et de gestion financière, un texte qui vise principalement à conférer davantage de transparence à la gestion pour un suivi optimal et plus efficace des fonds publics.

Intervenant lors d'une séance présidée par le président du Sénat, Salah Goudjil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre a affirmé que ce texte de loi introduisait un nouveau cadre comptable inspiré des normes comptables internationales en l'adaptant au contexte algérien, indiquant que ces normes permettraient d'améliorer les performances à travers la maîtrise des prévisions lors de la préparation et de l'exécution du budget de l'Etat, ainsi que la définition des responsabilités de chaque intervenant.

Le texte consacre également, précise M. Faïd, "plus de transparence dans le contrôle de la mobilisation et de l'utilisation des fonds publics", expliquant que ces normes permettent également d'obtenir des informations de qualité qui favorisent une gestion optimale des dettes et redevances et une gestion efficace et efficiente de la trésorerie publique.

Le texte de loi permet aussi "une lecture claire des comptes de l'Etat, et, partant, un contrôle des gestionnaires à l'aide d'indices de performance et d'efficacité", a-t-il expliqué, notant que cette loi permet aux deux

chambres du Parlement d'avoir accès à toutes les informations afin d'évaluer et de suivre la situation financière réelle de l'Etat.

De surcroît, le système comptable actuel "est entaché de lacunes importantes qui limitent son rôle d'outil moderne de gestion des deniers publics", ce qui nécessite la réforme de la comptabilité de l'Etat, en vue d'une transition progressive d'une comptabilité des recettes et dépenses prévue par la loi d'août 1990, relative à la comptabilité publique vers la comptabilité des droits constatés telle que prévue par la loi organique n 18-15 portant lois de finances, a relevé le ministre.

Parmi les "lacunes" jusque-là enregistrées, il a cité "l'absence d'une évaluation comptable de tous les biens des instances publiques et l'absence d'un système d'information reliant les responsables de l'exécution des dépenses, à savoir les ordonnateurs et les comptables publics".

Le nouveau texte consacre trois types de comptabilité: une comptabilité publique qui permet de prendre en charge toutes les opérations effectuées par les ordonnateurs lors de l'exécution du budget, sur la base des droits constatés et des obligations. Elle permet également d'avoir une connaissance des biens des organismes publics et d'apporter une vision à long terme et une grande capacité de prévision aux décideurs, selon les explications du ministre. La comptabilité budgétaire permet, elle, de "suivre le recouvrement des recettes et le paiement des dépenses

pour un exercice financier donné", alors que la comptabilité analytique "permet de mesurer les coûts des services fournis dans le cadre des programmes, ce qui constitue un outil de prise de décision".

Dans son rapport préliminaire sur le projet de loi, la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a affirmé que la véritable réforme de la gouvernance financière publique passe par les règles de la comptabilité publique, au vu du rôle crucial que jouent ces règles dans le contrôle de l'exécution du budget après son adoption par le Parlement.

La commission a en outre souligné la nécessité de l'adaptation du système comptable public aux normes internationales en vue d'assurer une gestion publique plus efficace.

Lors des débats, les sénateurs ont mis l'accent sur l'importance de "réduire les procédures administratives complexes pour l'exécution des opérations financières, qui mènent au détournement des fonds publics", soulignant par ailleurs le renforcement des structures de formation relevant du ministère des Finances, notamment à travers l'ouverture de l'École nationale du Trésor dans la wilaya de Tipaza.

Les sénateurs ont en outre salué les dispositions du nouveau texte de loi, en particulier la consécration de l'approche de transition de la comptabilité de caisse à celle des droits constatés.

## AGRICULTURE

**Palmier dattier, témoin d'une tradition agraire qui forge l'identité algérienne**

Les savoir-faire liés au palmier et à la cueillette des dattes, ressource alimentaire de valeur culturelle et économique, demeurent ancrés en Algérie à travers les âges et perpétuée à travers une culture populaire orale et écrite qui forge l'identité algérienne. Fruit très apprécié et témoin séculaire de l'identité des populations, la datté a constitué à travers les temps, une source intarissable d'inspiration pour de nombreux artistes, poètes et écrivains. Les savoir-faire et autres pratiques ancestrales associés à la culture des palmiers dattiers, s'incrustent dans la vie communautaire et nourrissent un patrimoine populaire oral et écrit, transmis à travers la poésie, la littérature, les chants, les dictons ou encore des légendes tissées par l'imaginaire collectif. La culture populaire a fait la part belle au palmier et à son fruit, en puisant des significations et des images dans l'espace oasien gravées dans certains proverbes populaires. L'écrivain Abdellah Kerroum, a convoqué dans son roman " Ettarhane " - Prix Assia-Djebbar 2022-, la mémoire du lieu à travers le palmier, ce compagnon des habitants de la région du Touat (Adrar), réputée pour ses vastes palmeraies, ses oasis et ses ksour. L'auteur évoque dans son œuvre le statut du palmier dans la région et ses nombreuses utilisations et vertus dans l'alimentation, la construction, l'artisanat, et les produits dérivés.

La saison des récoltes, qui débute généralement en automne à travers les différentes oasis du pays, est également un moment de solidarité, de communion et d'entraide. Les chercheurs en patrimoine et en anthropologie désignent l'entraide entre les propriétaires de vastes palmeraies par "lemma" ou "Twiza" (Travail d'entraide collectif exigeant une grande mobilisation de main d'oeuvre) pour prendre en charge la récolte des dattes. Le tri des dattes obéit, lui aussi, à un rituel traditionnel qui exige de la solidarité et de l'entraide et le partage équitable des tâches. Dans le ksar de Beriane, dans la wilaya de Ghardaia, la saison de la récolte d'"el menqar", une variété de dattes murissant un peu plus tôt que les autres, est vécue comme une "fête populaire" qui incarne des valeurs traditionnelles encore reproduites de nos jours. Bachir Kadiri, chercheur en patrimoine de la région de Timimoun, explique que la saison de la pollinisation artificielle des dattiers, appelée localement "Eddekkar" est souvent accompagnée de chants et de poésie. A Touggourt, enchaîne ce chercheur, le palmier et la datté sont omniprésents dans la culture populaire à travers des proverbes, adages locutions et expressions populaires courantes ancrés dans l'imaginaire collectif et qui cernent le rapport profond avec le palmier dattier.

A El Meghair, le métier de grimpeur de palmiers est considéré comme un "héritage" perpétué et transmis à travers une série de savoir-faire et techniques transmises à un très jeune âge.

Fruit indispensable et présent à toutes occasions, la datté occupe une place importante chez les Algériens qui le considèrent comme un produit de terroir de générosité et de rapprochement.

Dans la poésie et la chant, le palmier et son fruit ont inspiré d'illustres poètes comme Ben Guiton et Ben Kerriou qui ont célébré la datté et magnifié le palmier, à travers des poèmes chantés par de grands artistes comme Rabah Driasa.

## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**Une question centrale pour Sonatrach**

Le Groupe Sonatrach a signé, hier à Alger, un document portant Politique et Code de conduite anti-corruption et ce, en conformité avec les exigences de la norme internationale ISO 37001, relative au système de management anti-corruption (SMAC).

Par Sirine R

Lors d'une cérémonie organisée au niveau de son siège, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a indiqué que la propagation de la corruption s'est amplifiée sous l'effet «des aspects négatifs du développement économique dans la cadre de la mondialisation, dont la circulation des capitaux, l'ouverture des marchés et, parfois, l'absence de contrôle». Pour le cas de l'Algérie, le ministre rappelle les efforts du législateur et passe en revue les différentes institutions dédiées à la lutte contre la corruption. Le pays «compte asseoir un environnement de travail marqué par la transparence et des prestations exemptes de corruption, afin d'améliorer son classement en indice de corruption adopté à l'échelle mondiale». A cette occasion, le ministre de l'Energie a salué le travail sérieux et constructif mené par Sonatrach, qui s'inscrit dans l'application des dispositions constitutionnelles et des lois qui en émanent, et lié à l'incarnation par les institutions publiques de normes de transparence et de responsabilité et la mise en œuvre des directives du Président de la République relatives à la lutte contre la corruption, ainsi que l'activation du programme gouvernemental d'éthique de la vie publique. En effet, la mise en œuvre du continu du programme d'éthique s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption.

Dans son allocution, le ministre a relevé l'engagement de Sonatrach à mettre en



place un système «efficace et complémentaire» comme rempart à la corruption, et se conformer de façon optimale aux normes internationales.

Quant à Toufik Hakkar, il a précisé que la lutte contre ce phénomène constitue un «impératif» et une «question centrale» pour Sonatrach. «Notre société, dit-il, s'engage entièrement au respect total des législations existantes pour lutter contre la corruption, en Algérie ou dans tous les pays où elle opère».

Annonçant qu'une plateforme d'alerte, «speak Up», est mise en place, le patron du groupe appelle tous les intervenants à adhérer à la politique de la société qu'il dirige de lutter contre la corruption «Sonatrach vise la distinction à travers sa vision stratégique, et compte assurer une application infaillible de ce nouveau système, le premier en genre, dans son admi-

nistration ainsi que d'instaurer le principe de transparence et de bonne gouvernance, selon les normes et standards nationaux et internationaux en matière de lutte contre la corruption», commente son premier responsable. Pour M. Hakkar, «le présent Code de conduite anti-corruption «s'inscrit dans la continuité des engagements pris en matière d'éthique et de probité, et exprime l'engagement personnel des dirigeants, managers et salariés, et fait partie intégrante des valeurs et principes réunissant l'ensemble des collaborateurs du Groupe Sonatrach».

Quant à Djamel Hales, Directeur général de l'IANOR, il annonce que plus de 800 cadres du groupe ont bénéficié d'une formation sur la responsabilité sociétale et 700 autres sur la lutte contre la corruption, précisément la norme internationale ISO 37001.

## M'SILA/TRAVAUX PUBLICS

**Dédoublage prévu de la RN 46 entre El Hamel et Boussaâda**

Le ministre des Travaux publics et des infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a révélé, mardi à M'sila, l'inscription attendue, courant 2023, d'une opération de dédoublement de la route nationale (RN) n 46, dans sa section El Hamel-Boussaâda (M'sila) sur un linéaire de 11 km.

Le ministre a précisé, à l'entame d'une visite de travail dans cette wilaya, que compte tenu de "l'importance de ce tronçon de la RN 46, marqué par une circulation quotidienne intense, estimée à 18.000 véhicules/jour de tous types", et la "présence de points noirs qui sont souvent

le théâtre d'accidents mortels", ce dédoublement est devenu "une des priorités" de son département.

M. Rakhroukh a précisé, à cette occasion, que l'inscription future des projets que le réseau routier de la wilaya de M'sila, sera opérée "en fonction des moyens financiers disponibles dans les budgets de 2023 et de 2024".

Lors de son inspection des travaux de réalisation de la voie de contournement de la ville de Hammam Dhalaâ, sur une distance de 10 km sur la RN 60, financés à hauteur de 940 millions de DA, le ministre des Travaux publics et des infrastructures de base a in-

sisté sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux sur ce projet constituant "un segment important du doublement de la route reliant M'sila à la localité de Selatna, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj". Dans ce contexte, le ministre a instruit ses services au niveau local à l'effet "d'élaborer une évaluation détaillée du projet de contournement de Hammam Dhalaâ, à la demande de l'entreprise afin qu'elle révise le coût de réalisation".

Après avoir reçu des explications relatives au dédoublement de la RN 60 reliant M'sila aux limites administratives de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, sur une distance de

38 km pour un coût de près de 4 milliards de DA, M. Rakhroukh a de nouveau insisté sur l'accélération du rythme des travaux au vu de "la grande importance" de cette voie qui relie M'sila à la wilaya de Bordj Bou Arreridj et à l'auto-route Est-ouest.

Le ministre des Travaux publics et des infrastructures de base devait poursuivre sa visite de travail d'une journée dans la wilaya de M'sila en donnant le coup d'envoi des travaux de reprise et d'extension de l'aérodrome de Ain Eddis (commune de Ouled Sidi Brahim) et en inspectant la voie d'évitement de la ville de Boussaâda.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Plus de 54% des projets de fin d'études transformés en projets innovants**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé, mardi à Alger, que plus de 54% des projets de fin d'études avaient été transformés en projets innovants, permettant à leurs porteurs de les ériger en start-up ou micro-entreprise. En marge d'une visite de travail et d'inspection menée en compagnie de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dah-

leb, à l'Ecole nationale supérieure des travaux public à Kouba, le ministre a insisté sur l'importance de soutenir les étudiants diplômés jusqu'à la réalisation de leurs objectifs, soulignant que les étudiants diplômés "qui n'ont pas réussi à transformer leurs projets en start-up peuvent créer des micro-entreprises". Cette stratégie pourrait permettre à chaque étudiant diplômé de créer son propre poste d'emploi, en sus d'autres emplois et de partici-

per au développement aux niveaux local et national, a-t-il poursuivi. Lors de cette visite, le ministre s'est enquis de l'état de réalisation des projets innovants dans le domaine du recyclage des déchets des BTP par les étudiants diplômés, d'autant que ce dossier commence à peser sur l'environnement, d'où l'impératif de trouver "des solutions innovantes" pour y remédier.

## EXPORTATION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

## 1,3 milliard de dollars de recettes en 2022

*En ces temps où l'exportation hors hydrocarbures est devenue une priorité pour les pouvoirs publics et une nécessité majeure pour diversifier notre économie, l'agriculture est le cheval de bataille que l'Algérie a enfourché pour réussir ce pari. Si l'intention ne fait aucun doute, reste à savoir bien exploiter ses potentialités, et à bon escient.*

Par Sirine R

**L**e ministre du Commerce et de la promotion des exportations a indiqué, hier à Alger, que la valeur des exportations algériennes a atteint 1,3 milliard de dollars en 2022.

S'exprimant lors d'une rencontre avec les producteurs et fabricants participants à la 25<sup>ème</sup> édition du salon Batimatec, le ministre Tayeb Zitouni a précisé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour la promotion des exportations hors hydrocarbures. Il a précisé que les matériaux de construction algériens sont de qualité et aux normes internationales, et en mesure de conquérir des parts sur le marché international.

D'ailleurs indique-t-il, nos matériaux sont exportés vers les marchés américain, allemand, Belgique et plusieurs pays en Afrique. Selon les chiffres présentés lors de cette rencontre, 30% de nos exportations en 2022, ont été expédiées vers les Etats-Unis, 11% en Belgique, 8% en Allemagne et 28% vers l'Afrique. Par filière, c'est celle du rond à béton qui arrive en tête avec 500 millions de dollars, suivi par celle du ciment avec 430 millions de dollars et enfin la céramique. Rappelant que notre pays recèle de potentialités énormes en matière de production de matériaux de construction, le ministre a appelé



l'ensemble des investisseurs et les industriels œuvrant dans le secteur du bâtiment à redoubler d'efforts dans le but d'augmenter le taux d'exportation. « Les 900 entreprises participantes au salon de Batimatec sont des capacités énormes en matière de production et en mesure d'aller conquérir des parts sur le

marché africain surtout», indique-t-il. Cette rencontre est une occasion pour connaître nos capacités de productions en ce segment important qui est en mesure de participer à l'augmentation de nos exportations et diversification de notre économie. «Nous avons des

capacités énormes pour la commercialisation des produits de construction vers des marchés à l'international», affirme-t-il, en annonçant l'organisation d'une caravane promotionnel qui sillonnera le Continent africain, et ce, dans le but de faire connaître les produits algériens.

Après avoir écouté les doléances des producteurs et exportateurs, le ministre du commerce et de la promotion des exportations Tayeb Zitouni, annonce la mise en place prochaine d'une cellule d'écoute en ligne rattachée au ministère afin de recueillir les requêtes des exportateurs.

## DES EXPERTS TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

## Hausse inquiétante de la consommation énergétique

**L**a mise en place en place d'une nouvelle politique de consommation énergétique est plus que nécessaire. Près 40% de la production primaire en pétrole, estimée à 164 millions Tep, soit l'équivalent de 67,2 millions Tep est consommée en local. « Si nous continuons avec ce même rythme de consommation, à partir de 2028 et 2030, toute la production nationale sera destinée exclusivement au marché local. Nous allons rien à exporter », a indiqué Kamel Dali, directeur des actions sectorielles, à l'Aprue qui s'exprimait hier lors d'une conférence sur le thème : « Matériaux de construction et efficacité énergétique », organisée en marge de la 25<sup>ème</sup> édition du salon Batimatec. L'intervenant a estimé nécessaire d'accélérer nos programmes d'efficacité énergétique et surtout notre transition vers les énergies renouvelables (EnR). Dans le détail, le secteur du bâtiment qui détient la part de lion, en consommant près de 46%. Cette dernière est appelée à continuer sa progression en particulier avec le développement démographique (arrivée d'un million de nouveaux naissances/an) et l'extension du parc national en logement. Il est à signaler que chaque année, entre 100 000 à 200 000 nouvelles unités sont réalisées à travers le pays.

À tous cela s'ajoutent, l'amélioration des conditions de vie des ménages, en recourant à l'utilisation de plusieurs appareils électroniques, dont la plupart sont énergivores. À cet effet, il est plus que nécessaire d'engager une réflexion sérieuse afin de freiner cette consommation, dont le gaspillage bat son plein.

Conscient de cette réalité, l'Etat a engagé des programmes pour la réduction et la rationalisation de la consommation en local depuis 2006, dira-t-il, mais qui sont insuffisants.

« Nous devons procéder dans les meilleurs

délais à la création d'un marché d'efficacité énergétique », recommande-t-il. En effet, il est plus que nécessaire de « revoir notre manière avec laquelle nous construisons nos logements et maisons, en recourant à des produits limitant les déperditions thermiques. Actuellement 55% de ces déperditions se font à travers les murs extérieurs ». Le responsable à l'Aprue a rappelé que le programme d'efficacité énergétique vise en particulier à la réduction de la consommation, à hauteur de 10% d'ici 2030, qui passe par une série de mesure.

Il s'agit, en effet, de l'amélioration de l'isolation thermique des bâtiments, en le rendant obligatoire pour les nouvelles constructions ; le recours à l'éclairage performant à travers le recours au EnR et placement de lampes LED et l'amélioration de l'isolation dans l'ancien parc de logements évalué à 9 millions d'unités et enfin la mise en place des normes d'efficacité énergétiques strictes. Le conférencier a précisé que le programme national d'efficacité énergétique (PNEE) vise à réduire la consommation énergétique, tout en préservant une partie de l'énergie fossile pour les générations futures et la contribution à la réduction des émissions du gaz à effet de serre de 7% sur fonds propre de l'Algérie et possibilité de le porter à 20% s'il y a un accompagnement international et également de jeter les bases d'un marché durable de l'efficacité énergétique.

Quant au programme EnR, Kamel Dali a fait savoir que l'objectif des pouvoirs publics c'est de s'assurer 30% des besoins nationaux via les énergies renouvelables. Des projets pour la réalisation de plusieurs centrales photovoltaïques sont annoncés dans ce cadre, dont l'entrée en production est prévu pour certaines à partir de 2024.

Zahir R.

## AVEC L'ACQUISITION DE L'ENTREPRISE MBCC

## Le groupe Sika affiche ses ambitions

« **L**e Groupe suisse SIKA, spécialisé dans les matériaux de construction, vient de concrétiser l'acquisition de l'entreprise MBCC, un des acteurs mondiaux majeurs dans le domaine de la chimie de la construction », a annoncé le président du Conseil d'administration de Sika El Djazair, M. Marcel ELKHOURY, en marge de la participation au salon BATIMATEC qui se tient du 7 au 11 mai au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger). M. ELKHOURY a précisé, lors d'une conférence de presse tenue au niveau du stand de Sika Djazair au BATIMATEC, que « cette acquisition mondiale concernera aussi la filiale algérienne de MBCC et que les collaborateurs des deux entités travailleront conjointement pour concrétiser cette opération. D'ailleurs, une première rencontre a eu lieu le mercredi 03 mai, autour d'un déjeuner organisé au siège social de Sika El Djazair, qui a regroupé l'ensemble des équipes des deux entreprises. » Abordant les ambitions du groupe Sika en Algérie, M. ELKHOURY a déclaré que « le client est au centre de toutes les réflexions du groupe. Nous ne cessons de développer des solutions innovantes et d'acquiescer de nouvelles technologies afin de pouvoir proposer à nos utilisateurs les solutions les plus adéquates, en facilitant de plus en plus leur mise en application avec le meilleur rapport qualité prix tout en étant respectueuses de l'environnement ». Avant

d'ajouter que « Sika El Djazair est toujours au plus près de ses clients algériens, depuis plus de 75 ans. Sika œuvre toujours pour plus de proximité et un accompagnement régulier en formation et en support, et cela grâce au dévouement inégalé des équipes locales. » Dans le cadre du salon BATIMATEC, Sika El Djazair présente conjointement avec l'entreprise Mortero, filiale du même groupe Sika en Algérie, spécialisée dans les façades, avec un espace d'exposition d'une superficie de 180 M<sup>2</sup>. A cette occasion, le groupe a choisi de mettre en avant son concept de formation "Sika Academy" et le soutien à la douzième édition du concours national des jeunes architectes «CHARRETTE D'OR» en sponsorisant cet événement.

A travers cette participation, Sika El Djazair, entreprise leader dans le domaine du BTP et des matériaux de construction, cherche à renforcer son image de marque et à se rapprocher de ses clients et des professionnels du secteur, tout en mettant en avant la diversité de ses activités et de ses solutions innovantes, dans un marché en constante évolution. Sika présente, notamment, ses solutions dans la construction (gammes d'adjuvants pour béton, additifs pour l'industrie du ciment, le scellement et le calage, le scellement chimique et le collage rapide), la protection (gammes de protection du béton, systèmes d'étanchéité, système de toiture et les protections anti feu).

**Qu'est ce que Sika Academy ?** "Sika Academy" est conçu pour les clients de l'entreprise ainsi que les jeunes diplômés souhaitant approfondir leurs connaissances dans le domaine de la chimie de la construction. Au BATIMATEC, Sika El Djazair organise des ateliers de finitions extérieures et intérieures, avec deux créneaux par jours (11h et 14h) au sein même du salon, à l'intention des visiteurs professionnels, dans l'objectif de démontrer l'engagement en faveur de la formation.

**Sika El Djazair soutient «CHARRETTE D'OR»**

Sika El Djazair a apporté, par ailleurs, son soutien à la douzième édition du concours national des jeunes architectes «CHARRETTE D'OR» en sponsorisant cet événement. Ce soutien témoigne de l'engagement de l'entreprise en faveur de l'innovation en matière d'architecture et de design, ainsi que de sa volonté de promouvoir une véritable conscience des enjeux sociaux et environnementaux liés à l'ingénierie et à l'industrialisation. Cette initiative témoigne de sa volonté de promouvoir les normes RSE en contribuant aux enjeux du développement durable. L'approche de Sika El Djazair s'inscrit dans une logique de respect de l'environnement et de responsabilité sociale, des valeurs qui sont au cœur de l'engagement de l'entreprise en tant qu'acteur majeur du secteur du BTP et des matériaux de construction.

R.E.

TIZI OUZOU

## La production halieutique devrait doubler en 2023

La direction de la pêche et de l'aquaculture (DPA) de Tizi-Ouzou prévoit le doublement de la production halieutique en 2023, comparativement à celle réalisée en 2022 grâce, notamment, à l'entrée en production d'un nouveau projet d'investissement, a-t-on appris, auprès de cette institution.

Selon ces prévisions, la production totale de poissons, issus de la pêche maritime et continentale, enregistrée durant l'année 2022 et qui était de 574 tonnes, passera à plus de 1.000 tonnes cette année avec l'entrée en production d'une ferme aquacole et l'entrée en activité de nouvelles embarcations. L'augmentation prévue pour l'année 2023 résultera, d'une part de l'arrivée à maturité des alevins de la ferme aquacole de Mazer, commune de Mizrana, (300 tonnes de daurade royale dans un premier temps) et de la mise sur le marché de la production halieutiques des nouveaux navires mis en service dans le cadre de l'augmentation de la flottille de pêche, a-t-on appris de même source. La production halieutique débarquée durant l'année 2022 est dominée par les poissons bleus qui représentent 74,40%, suivis par les squales et espadons avec 8,72%. Par contre, le poisson blanc vient en troisième position avec seulement 8,37%, tandis que les crustacés représentent 7,66%. Les mollusques avoisinant 0,86% de la production totale, a souligné la DPA. À propos de la flottille de pêche de la wilaya, il a été enregistré l'immatriculation, dans la wilaya, de six (06) nouvelles embarcations, à savoir, quatre petits métiers et deux sardiniers. Ces nouvelles acquisitions s'ajouteront au thonier (1 seule unité), 11 chalutiers, 35 sardiniers et 219 petits métiers immatriculés à Tizi-Ouzou. Sur ce total d'embarcations immatriculées localement, 145 (tout type confondu) sont immobilisées, 71 activent au niveau des ports de pêche de la wilaya (Tigzirt et Azeffoune), 44 activent hors port d'immatriculation et 13 sont aux ports de pêche hors wilaya. La filière compte dans la wilaya de Tizi-Ouzou, 222 patrons de pêche, 383 marins et 45 mécaniciens, a-t-on indiqué de même source.

BATNA

## Journées d'étude sur la production et le développement des énergies renouvelables

Deux journées d'étude sur la production et le développement des énergies renouvelables organisées dans le cadre d'un partenariat algéro-allemand ont été ouvertes lundi à l'Ecole nationale supérieure des énergies renouvelables, de l'environnement et du développement durable dans la commune de Fesdis, wilaya de Batna.

Consacrée au thème "Mix énergétique en Algérie: défis et opportunités", la rencontre regroupe des chercheurs et experts algériens locaux et résidents à l'étranger et allemands pour débattre du modèle énergétique spécifique à l'Algérie en fonction de ses potentialités naturelles et ses ressources.

Organisées de concert avec le bureau Konrad Adenauer Stiftung en Algérie et le laboratoire de physique énergétique appliquée de l'université Batna-1, ces journées regroupent des représentants de Sonatrach, de l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) et de la société Siemens liée à l'école par un accord de partenariat pour le développement des systèmes consommateurs de peu d'énergie, a indiqué Pr. Leïla Mokhnache, directrice de cette école supérieure. Opportunité de formation des étudiants, cette rencontre, s'inscrit également dans la stratégie de l'Etat de transition énergétique et de développement de méthodes rapides

pour atteindre ce but, a ajouté la même responsable, précisant que l'Ecole nationale supérieure des énergies renouvelables a été chargée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de lancer des recherches et des formations sur la production de l'hydrogène vert.

Cet événement scientifique est "un premier pas réussi de coordination entre experts et opérateurs du domaine des énergies renouvelables des deux pays (Algérie et Allemagne) en vue de concrétiser un partenariat puissant", ont indiqué à l'APS les deux représentants du bureau Konrad Adenauer Stiftung en Algérie, Nora Beldjoudi (chargé de programme) et Djamel-Eddine Chaïf (chargé du volet économique).

Le directeur du laboratoire de physique énergétique appliquée, Pr. Noureddine Adouane, a estimé que cette initiative est une opportunité pour le transfert des expériences allemandes dans le domaine des énergies renouvelables aux chercheurs algériens et du mix énergétique algérien où la part des énergies renouvelables reste faible.

"Nous œuvrons à définir les meilleures voies de développement de la production des énergies renouvelables au regard des ressources et potentialités multiples que recèlent l'Algérie, notamment en matière d'hydrogène vert et son exportation vers l'Europe qui en a grandement besoin", a-t-il dit.

Le programme de cette manifestation scientifique, ouverte en présence du wali Mohamed Benmalek, comporte des communications en plénière et quatre ateliers thématiques sur "la transition énergétique en Algérie", "le mix énergétique et les systèmes intelligents", "l'hydrogène vert" et "les opportunités de partenariat dans le domaine de l'énergie entre l'Algérie et l'Allemagne".

Les travaux de la première journée de la rencontre se sont déroulés à l'auditorium de l'Ecole nationale supérieure des énergies renouvelables, environnement et développement durable en présence d'un grand nombre de ses étudiants qui y ont trouvé un prolongement de leur formation.

MOSTAGANEM

## La « fête de la pomme de terre » les 10 et 11 mai

Plus de 50 exposants ont confirmé leur participation à la manifestation nationale « la fête de la pomme de terre », qui aura lieu à Mostaganem, les 10 et 11 mai, a-t-on appris, dimanche, des organisateurs. L'organisateur de cette manifestation économique, la première du genre au niveau national, Mohamed Ali Adda Benyoucef, a indiqué que cet événement, qui regroupera les professionnels qui exercent dans cette filière stratégique, vise à montrer les capacités des différentes wilayas du

pays et les opportunités de travail concernant la maîtrise des opérations de production, de transformation et de réalisation de l'autosuffisance en la matière. À ce propos, il a ajouté qu'une exposition sera organisée, à laquelle prendront part les pionniers dans le domaine de la production de la pomme de terre, les importateurs, les distributeurs et les entreprises spécialisées dans l'industrie de transformation et d'agroalimentaire, en plus d'experts, techniciens et acteurs dans le domaine du matériel agricole et des tech-

niques nouvelles. Cette manifestation sera renforcée par un programme riche et varié, comprenant des ateliers techniques et d'autres de formation, encadrés par de nombreux experts, et ce, parallèlement à la tenue d'une conférence nationale sur la pomme de terre, qui sera dédiée, dans sa première édition, à la couverture sanitaire de ce tubercule, selon M. Adda Benyoucef. Le même interlocuteur a souligné que cet événement, qui coïncide avec le pic de la récolte de la pomme de terre de saison, se

veut un espace d'échanges et de communication entre les producteurs, en provenance des wilayas d'El Oued, Aïn Defla, Mascara, Skikda et Mostaganem, pour les récompenser et annoncer l'initiative de la « Journée nationale de la pomme de terre ». Cette manifestation est organisée en coordination avec les services agricoles et la Chambre de l'agriculture de la wilaya de Mostaganem, avec la contribution de plusieurs associations et coopératives agricoles spécialisées dans la production de la pomme de terre.

HÔPITAUX EN COURS DE RÉALISATION À ORAN :

### Réception avant la fin de l'année

L'ensemble des infrastructures de santé de la wilaya d'Oran en cours de réalisation ou d'équipement seront ouverts comme prévu avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris du wali Saïd Sayoud. Le chef de l'exécutif a indiqué, dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection des projets à Oran et à Bir El Djir que les travaux en cours des hôpitaux à Haï Nejma, d'une capacité de 240 lits, des urgences médicales à Oued Tlélat (120 lits), d'El Kerma d'une capacité de 60 lits et Gdyl (240 lits) sont achevés à 100 pour cent. Dans ce cadre, la Direction de la santé et de la population devra entamer les procédures nécessaires pour leur équipement. L'ouverture des hôpitaux de Gdyl et d'Oued Tlélat est prévue le 5 juillet prochain, date coïncidant avec la célébration de la fête de l'indépendance, sachant que les établissements ouvriront, l'un après l'autre, en fonction de leur équipement, avant la fin de l'année en cours, a précisé le wali. Concernant le projet de l'Institut national du cancer, en cours de réalisation à Oran, Sayoud a expliqué que les travaux de réalisation ont atteint un taux de 85%, soulignant que ce dernier dispose d'une structure dédiée aux hospitalisations d'une capacité de 120 lits, laquelle sera équipée de trois accélérateurs pour le traitement aux rayons X des malades cancéreux, en plus d'un service dédié aux travaux de recherche et des études. Le wali d'Oran, qui s'est enquis des travaux de

réalisation de l'annexe du Laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques, a fait remarquer que les gros ouvrages ont dépassé les 90%, faisant observer que les travaux d'aménagement et d'achèvement des œuvres secondaires (techniques) seront lancés, prochainement, et que l'équipement de cette structure coïncidera avec la rentrée sociale prochaine. Par ailleurs, Saïd Sayoud s'est rendu au chantier des travaux du projet d'assainissement de la cité 5.100 logements à Belgaïd, connue comme collecteur des eaux pluviales, ce qui l'a conduit à

prendre la décision de réaliser des tranchées d'une profondeur de 14 mètres pour la pose de la canalisation des eaux usées, soulignant que le projet sera achevé en juillet prochain. Sur un autre registre, le wali d'Oran a appelé les citoyens qui ont introduit des recours liés au logement public locatif, dans la commune d'Arzew, à introduire leurs recours huit jours avant l'expiration des délais fixés, assurant qu'ils seront tous étudiés afin que chacun puisse être rétabli dans ses droits.

GUELMA

### des milliers de citoyens participent à la marche commémorative des massacres du 8 mai 1945

Des milliers de citoyens ont participé lundi après-midi dans la ville de Guelma à la marche de fidélité aux chouchada assassinés par le colonialisme français un certain mardi 8 mai 1945, sortis pacifiquement réclamer l'indépendance de l'Algérie. Une centaine de femmes ont porté à l'occasion la M'laya (voile féminin noir) tandis que plusieurs dizaines d'hommes ont défilé en Kachabia et Burnous durant cette marche coïncidant avec la journée nationale de la mémoire et le 78ème anniversaire des massacres du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherata. La marche s'est embellie des couleurs nationales arborées par les benjamins des Scouts musulmans algériens (SMA) et les jeunes adhérents des associations et clubs sportifs avec en tête du cortège les autorités civiles et militaires de la wilaya. Les marcheurs se sont ébranlés à 16h00 du quartier El Karmat, sur les hauteurs de la ville de Guelma, traversant l'avenue Announa puis l'avenue Ibn Badis des immeubles desquelles fusaient les youyous des femmes jusqu'à la place 8 mai 1945, suivant exactement l'itinéraire emprunté par les militants nationalistes et citoyens venus des mechtas et villages de Guelma le 8 mai 1945 entonnant le chant patriotique "Min Djibalina" (De nos montagnes). La marche s'est arrêtée à l'endroit où fut dressé le barrage de la police coloniale dirigée par le sous-préfet André Achiary et où tomba le premier martyr des massacres du 8 mai 1945 à Guelma, le jeune Abdallah Boumaaza surnommé Hamed.

## CLIMAT

# Une économie de guerre sera-t-elle nécessaire pour respecter l'Accord de Paris ?

*Besoin en investissement, en travailleurs, conséquences sur la croissance et l'inflation : une équipe pluridisciplinaire a modélisé les conséquences sur l'économie réelle de la transition énergétique.*

**V**oilà maintenant 3 ans que la pandémie liée au coronavirus est venue bouleverser le monde. Depuis, nous avons connu en Occident des conditions macroéconomiques qui n'avaient plus été observées en plusieurs décennies. La reprise économique post-Covid et la désorganisation des chaînes de valeur ont engendré un déséquilibre entre offre et demande et une inflation importante. À cela se sont ajoutées les conséquences de la guerre en Ukraine et l'augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation. À ainsi été atteint un taux d'inflation jamais vu en zone euro depuis la création de la monnaie unique. En parallèle, de nombreux pays, à la tête desquels les États-Unis et le Royaume-Uni, ont connu une pénurie de travailleurs, et on observe dans de nombreux pays européens une réémergence du conflit social lié à la répartition des richesses entre travail et capital.

Et la transition énergétique dans tout cela ? Et si au lieu de contribuer à apaiser ces tensions, celle-ci venait rajouter de l'huile sur le feu et renforçait les différentes dynamiques inflationnistes ? C'est ce qu'a étudié en détail notre collectif d'ingénieurs et d'économistes de l'UCLouvain, de l'Agence française de développement, du Shift Project, de l'Université Grenoble Alpes et de l'Inria. Dans un article récemment publié dans la revue *Ecological Economics*, nous tentons de répondre à la question suivante : « quelles dynamiques macroéconomiques seraient engendrées par une transition énergétique mondiale rapide, compatible avec l'accord de Paris ? »

Alors que nombre d'économistes abordent cette question en parlant d'un « capital brun » qu'il faudrait remplacer par du « capital vert », notions relativement abstraites, nous avons pris soin de fonder notre modèle sur les caractéristiques techniques des énergies solaire et éolienne au niveau mondial pour déterminer de manière précise leur potentiel global.

Ces deux types d'énergie seront vraisemblablement largement majoritaires à l'avenir, quel que soit le mix énergétique décarboné envisagé. Le modèle que nous avons développé, baptisé Temple, représente de manière unifiée les interactions entre système énergétique, économie réelle et sphère financière. La nouveauté réside notamment dans l'utilisation de projections détaillées de l'évolution de différentes caractéristiques du système énergie-économie au cours de la transition. Sont ainsi incluses l'évolution des besoins en capital du secteur énergétique, fondée sur des calculs de Taux de Retour Énergétique (abrégé EROI en anglais), l'évolution de l'intensité énergétique des différents secteurs économiques et les changements démographiques globaux.

Temple permet donc de modéliser une économie mondiale qui, tout en continuant à croître, réaliserait une transition énergétique à marche forcée jusqu'à 2050. Il nous amène à six conclusions essentielles.

## Des besoins, de la croissance mais un effet d'éviction

La transition énergétique implique une multiplica-

tion par 10 des besoins en capitaux du secteur énergétique. Autrement dit, répondre à une demande énergétique mondiale donnée à l'aide de panneaux solaires et d'éoliennes, en prenant en compte les moyens de stockage d'énergie et le renforcement des réseaux associés, demande 10 fois plus de machines et d'équipement que leur équivalent en puits de pétrole, gaz, mines de charbon, centrales thermiques et réseaux actuels.

Du fait des investissements massifs dans le secteur énergétique, la transition induit un rebond de croissance économique.

Contrairement à l'intuition keynésienne, les contraintes d'offre s'avèrent déterminantes dans la transition. Ce n'est pas la disponibilité physique en énergie renouvelable qui fait défaut, mais plutôt la capacité productive de l'économie. En d'autres termes, la demande en investissements dans le secteur énergétique est telle que l'appareil productif ne peut pas répondre à la fois à cette nouvelle demande et à la demande en biens de consommation des ménages. Un phénomène de crowding-out de la production industrielle apparaît dès le début de la transition (en français, on parle d'effet d'éviction). Notons que Temple modélise aussi bien la sphère réelle que financière de l'économie : la contrainte soulignée ci-dessus concerne bien l'économie réelle, la transition ne semblant pas rencontrer d'obstacle majeur d'un point de vue financier.

## Épargne, pénurie de travailleurs et inflation

Selon notre modèle, le taux d'investissement de l'économie mondiale (c'est-à-dire la fraction du PIB non dédiée à la consommation des ménages et du gouvernement) devrait augmenter de 26 % aujourd'hui à plus de 40 % au pic de la transition. Une telle situation n'a plus été observée dans un pays occidental depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis. C'est dire que les simulations du modèle correspondent à une économie de guerre où la production de tanks, obus et bombardiers serait remplacée par celle de panneaux solaires, éoliennes et réseaux électriques. Tout comme pendant la Seconde Guerre mondiale, les ménages seraient forcés d'épargner une partie significative de leur revenu, afin de contribuer au financement de ces investissements.

Le dynamisme économique provoqué par la transition ne vient pas seulement saturer le capital productif, il cause aussi d'importantes tensions sur le marché du travail. Dans le scénario principal étudié avec Temple, le taux d'emploi augmente ainsi de 20 % entre aujourd'hui et 2050.

Comme envisagé par J. W. Mason, professeur d'économie au John Jay College de New York, cela induit une pénurie de travailleurs et augmente par-là considérablement leur pouvoir de négociation salariale. Un effet indirect d'une telle transition serait de faire ré-augmenter la part des salaires dans le PIB, de l'ordre de 10 points, alors que celle-ci n'a cessé de diminuer depuis 40 ans dans l'ensemble des économies occidentales.

Enfin, la démultiplication des coûts en capitaux des entreprises énergétiques, le déséquilibre per-

sistant entre demande en capital et biens de consommation d'une part, et production industrielle de l'autre, ainsi que l'augmentation des salaires, rendent la transition énergétique fortement inflationniste. Dans le scénario étudié avec Temple, on observe une inflation soutenue de 10 % en moyenne pour l'économie mondiale.

Un tel niveau d'inflation est similaire à ce qu'ont connu les pays de l'Union européenne dans les mois qui ont suivi l'invasion russe de l'Ukraine.

## Une nécessaire restructuration de l'économie en profondeur

Bien sûr, un tel scénario de transition énergétique a peu de chances de se matérialiser en pratique, tant il implique de sacrifices. Les résultats présentés ci-dessus tranchent avec ce qui peut être observé aujourd'hui dans certains pays européens à la pointe de la transition énergétique tels que le Danemark, où celle-ci semble se dérouler comme un processus relativement fluide. Ces quelques pays ne sont cependant, dans l'absolu, encore qu'au début de la décarbonisation de leur système énergétique. De plus, les panneaux solaires et les éoliennes qui y sont installés sont principalement manufacturés dans d'autres pays, qui eux reposent sur un mix énergétique fossile : les contraintes de capacité productive sont donc invisibilisées.

Grâce à la combinaison des points de vue d'ingénieurs et d'économistes sur la transition, les simulations réalisées avec Temple permettent ainsi de mettre en lumière les fortes perturbations économiques qui seraient engendrées par une transition énergétique ambitieuse. Nous n'en concluons pas pour autant qu'un système énergétique 100 % renouvelable soit inatteignable. En effet, le scénario proposé ci-dessus peut être nuancé de diverses manières, notamment en questionnant la croissance de l'économie mondiale.

Notre but est plutôt de souligner la restructuration profonde de l'économie qu'implique une transition vers un système énergétique décarboné. Une telle transition est fortement inflationniste et fait ré-émerger au premier plan la question de la répartition de la richesse entre capital et travail. Elle requiert l'adoption de nouvelles formes de gouvernance écologique, à la fois pour gérer cette conflictualité sociale et pour assurer une bonne allocation du capital productif vers les secteurs clés de la transition.

Source : [la tribune.fr](https://www.tribune.fr)

*Par Louis Delannoy*, Doctorant en mathématiques appliquées, Inria ; Antoine Godin, Économiste-modélisateur, Agence française de développement (AFD) ; Baptiste Andrieu, Doctorant en sciences de la terre et de l'environnement, Université Grenoble Alpes (UGA) ; Hervé Jeanmart, Professor, Université catholique de Louvain (UCLouvain) ; Pierre Jacques, PhD Student & Researcher in Ecological Economics, Université catholique de Louvain (UCLouvain) et Sakir Devrim Yilmaz, Modélisateur macroéconomique, Agence française de développement (AFD). La version originale de cet article a été publiée sur [The Conversation](https://www.theconversation.com).

L'une des plus grandes nappes phréatiques du monde couvre la Tunisie, l'Algérie et la Libye

La SASS (Système Aquifère du Sahara Septentrional) est une importante nappe d'eau souterraine située dans la région du Sahara septentrional, couvrant les territoires de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye. Il s'agit de l'une des plus grandes nappes phréatiques du monde, s'étendant sur une superficie d'environ 1,2 million de kilomètres carrés.

La SASS est composée de plusieurs aquifères superposés, qui sont des couches de roches perméables capables de stocker et de fournir de l'eau. La nappe contient une quantité considérable d'eau douce, estimée à plus de 100.000 milliards de mètres cubes. Elle est alimentée principalement par les précipitations qui tombent dans les régions environnantes et s'infiltrent dans le sol. La SASS joue un rôle crucial dans l'approvisionnement en eau de la région, en soutenant l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable et les activités économiques locales. Cependant, en raison du climat aride de la région et de la pression démographique croissante, la demande en eau dépasse souvent la capacité de renouvellement naturel de la nappe.

La gestion de la SASS est complexe et nécessite une coopération entre les trois pays concernés. Des organes de coordination, tels que le Centre d'études et de recherches hydrauliques du Sahara (CERHYS), ont été créés pour faciliter la gestion concertée des ressources en eau transfrontalières.

Les pays de la région mettent en place des politiques de gestion durable de l'eau, cherchant à prévenir la surexploitation de la nappe et à promouvoir des pratiques de conservation de l'eau. Cependant, la gestion de la SASS reste un défi en raison de divers facteurs, tels que, les pressions économiques, le changement climatique et les activités humaines. Une utilisation non durable de la nappe peut entraîner des problèmes tels que l'épuisement des réserves d'eau, l'intrusion d'eau salée et la dégradation de la qualité de l'eau. Par conséquent, une gestion intégrée et durable de la SASS est essentielle pour assurer la disponibilité à long terme de cette ressource précieuse.

## MAROC

# Rabat n'est plus la juridiction minière la plus attractive en Afrique

En 2021, le Maroc s'est hissé à la 2ème place mondiale des juridictions minières les plus attractives, si on tient compte de la politique minière. Cela a permis au pays d'Afrique du Nord de devenir la juridiction africaine la plus attractive, tous critères confondus, devant le Ghana et la Guinée.

Le Botswana est redevenu la juridiction minière la plus attractive en Afrique en 2022, devant le Maroc (2ème), selon le classement annuel du Fraser Institute publié début mai. Le rapport, qui a évalué 62 juridictions à travers le monde l'année dernière, précise que le Botswana, seul pays africain du top 10 mondial, a aussi récupéré la deuxième place mondiale occupée en 2021 par le Maroc, quand on tient seulement compte de la politique minière. Depuis plus de deux décennies, le think-tank canadien Fraser Institute classe chaque année un certain nombre de juridictions minières à travers le monde, en tenant aussi bien compte de leur politique minière (disponibilité

de la main-d'œuvre, régime fiscal, système juridique, etc.) que de leur potentiel minéral. Sur ce dernier point, le Maroc dégringole à la 17ème place mondiale cette année, et passe derrière le Botswana à l'échelle du continent. Selon les personnes interrogées, les préoccupations des investisseurs se sont accrues sur un certain nombre de questions, notamment l'application des réglementations existantes, la réglementation du travail et les accords sur l'emploi ou encore les litiges fonciers. Le Botswana a en revanche profité d'une diminution des inquiétudes liées à l'incertitude concernant les zones protégées, les infrastructures, la stabilité politique et les réglementations du travail ainsi que les accords d'emploi.

### Les limites d'un classement apprécié

Si le classement du Fraser Institute est assez apprécié dans l'industrie minière mondiale, et abondamment relayé chaque année par la presse spécialisée, il faut souligner qu'il suscite aussi des interrogations. Les bonds au classement suivis l'année suivante de dégringolades, alors qu'aucun changement majeur n'est intervenu dans les pays concernés, illustrent les limites de la méthodologie utilisée, à savoir les réponses d'une poignée d'acteurs locaux. En 2022 par exemple, le think tank précise que son évaluation du Maroc s'est basée sur seulement cinq à neuf réponses obtenues à son questionnaire.

## TUNISIE

### Flux financiers illicites : Un fléau ravageur

Les flux financiers illicites, qui regroupent l'évasion fiscale, les transactions commerciales frauduleuses, le blanchiment d'argent, les pots-de-vin, les transferts abusifs de bénéfices... coûtent annuellement jusqu'à 90 milliards de dollars au continent africain. D'après les statistiques, la Tunisie n'est pas non plus épargnée. Le pays perd environ 1,2 milliard de dollars US par an en raison des FFI, ce qui représente environ 3% de son produit intérieur brut.

Selon les estimations de la Cnuced, les flux financiers illicites (FFI) représenteraient plusieurs milliards de dollars chaque année. Plusieurs facteurs limitent la capacité de nombreux pays à prendre des mesures susceptibles d'assainir leur économie, leur société et leur population, notamment les niveaux élevés de fuite des capitaux et les flux financiers

illicites, dont la fraude et l'évasion fiscales, le blanchiment d'argent et le transfert de fonds provenant de pots-de-vin, de la corruption et d'activités criminelles.

Les FFI coûtent cher à l'Afrique. Selon différentes estimations, ces mouvements de fonds douteux font perdre annuellement jusqu'à 90 milliards de dollars au continent. En dépit des mesures prises par les Etats, ces flux ne baissent pas. La mauvaise gouvernance en Afrique n'est évidemment pas étrangère à cette saignée. Chaque année, des sommes colossales sont transférées illégalement du continent africain vers le reste du monde. Ces FFI représentent une manne financière exceptionnelle perdue, aussi bien par le secteur public que privé, et qui aurait dû rester sur le continent et contribuer à son développement.

### Recouvrement rapide des avoirs transférés illégalement

La situation est telle que la Conférence du réseau panafricain sur la lutte contre les flux financiers illicites en Afrique compte en discuter en juin prochain, au cours d'une réunion qui aura pour thème «Des paroles aux actes». Au-delà des constats, pour l'Union africaine, il est impératif d'assurer un recouvrement rapide et la restitution des avoirs transférés illégalement hors du continent. Pour évaluer l'ampleur du phénomène, ces transferts représentent actuellement près de 3 fois le montant de l'aide publique au développement que reçoit annuellement le continent. Cette somme représente le flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'ensemble des pays l'Afrique réunis. En 2020, un rapport de la Conférence des

Nations unies pour le commerce et le développement avait estimé ces flux à 88,6 milliards de dollars par an, correspondant à 3,7% du Produit intérieur brut du continent. Ce qui est énorme. Parmi les grandes catégories de flux financiers illicites qui impactent négativement l'Afrique, les pratiques fiscales et commerciales frauduleuses constituent les principales causes de sorties échappant à tout contrôle de capitaux du continent. Elles sont généralement le fait de multinationales implantées au niveau du continent. Parmi les domaines d'activité les plus touchés, figure le secteur extractif africain qui fait perdre au continent entre 30 et 52 milliards de dollars par an à cause des fausses facturations au cours des transactions commerciales internationales.

## MAURITANIE

### La qualité de l'uranium de Tiris pour un usage dans le nucléaire civil, est confirmée

Réputé bas carbone, l'énergie nucléaire bénéficie actuellement d'un regain d'intérêt dans le cadre de la transition énergétique. La demande d'uranium devrait donc augmenter en conséquence pour le plus grand bonheur des pays producteurs. En Mauritanie, le yellowcake produit grâce au minerai extrait sur le projet d'uranium Tiris présente les spécifications requises pour une vente sur le marché international. C'est du

moins la conclusion des tests menés par l'Australian Nuclear Science and Technology Organisation, principal organisme scientifique australien en matière de nucléaire.

« [Ce résultat] ouvre la porte à des discussions commerciales avec les services publics nucléaires, démontre les paramètres de traitement simples requis pour la production d'oxyde d'uranium à Tiris et fournit une base technique solide pour faire avancer le pro-

jet », a commenté Dave Woodall, DG de la compagnie, dans un communiqué publié ce mardi 6 décembre. Notons que le yellowcake obtenu sous forme de concentré d'uranium (UOC) provient d'échantillons produits plus tôt cette année grâce à la phase pilote de l'usine d'enrichissement de la future mine. Après l'étude de faisabilité, cette étape rapproche un peu plus la compagnie d'une décision d'investissement finale atten-

due au premier trimestre 2023. Rappelons que la future mine peut livrer 12,4 millions de livres d'oxyde d'uranium sur 15 ans, d'après une étude de faisabilité publiée en 2019. Aura Energy a accéléré le développement du projet ces derniers mois et vise une entrée en production en 2024 pour profiter de la croissance de la demande d'uranium attendue pour cette décennie.

## LA MISE EN PLACE DE LA ZLECAF

**Elle pourrait permettre une hausse de 53%  
les échanges commerciaux intra-africains**

*Le FMI estime que les réductions significatives des barrières tarifaires et non tarifaires devraient être accompagnées par des réformes profondes de l'environnement commercial, afin de maximiser les effets positifs de l'intégration commerciale.*

La mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) pourrait non seulement accroître considérablement les échanges commerciaux intra-africains, mais aussi renforcer la résilience des pays du continent face aux chocs dus aux tensions géopolitiques et au changement climatique, selon un rapport publié le 5 mai par le Fonds monétaire international (FMI). Le rapport, qui se base sur des analyses empiriques, précise qu'une réduction de 90% des droits de douane sur les biens et les services échangés entre les pays du continent et une diminution de 50% des barrières non tarifaires, devraient permettre une hausse de 15% des échanges commerciaux intra-africains, avec à la clé une hausse de 1,25 % du PIB réel médian par habitant. Si la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires s'accompagne d'une amélioration notable de l'environnement commercial, comme le développement des infrastructures de transport et de télécommunications, la facilitation de l'accès au financement et le renforcement de la sécurité intérieure, les gains pour les pays africains seraient nettement plus élevés. Dans ce scénario, le flux des échanges commerciaux entre les pays du continent pourrait augmenter de 53%. Dans le même temps, les échanges commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde enregistreraient une hausse de 15%. Le PIB réel médian par habitant devrait ainsi augmenter de 10,6%, ce qui pourrait aider à sortir entre 30 et 50 millions de personnes de l'extrême pauvreté.

Intitulé « Trade Integration in Africa : un-

leashing the continent's potential in a Changing World », le rapport souligne également que des réductions significatives des barrières tarifaires et non tarifaires combinées à des réformes profondes de l'environnement commercial sont en mesure de modifier la structure du commerce intra-africain et des échanges commerciaux entre le continent et le reste du monde. L'amélioration de l'environnement commercial pourrait en effet stimuler les exportations intra-africaines des services de 50%.

**Renforcer la résilience du continent aux tensions géopolitiques**

Une plus forte intégration des pays africains dans les chaînes de valeur régionales et mondiales ouvrirait d'autre part la voie à un développement plus important du secteur des industries manufacturières sur le continent en permettant aux entreprises de se spécialiser, de se procurer des intrants moins chers et de bénéficier de transferts de connaissances. Elle pourrait également permettre aux pays pauvres de surmonter les contraintes liées à la demande, qui pèsent sur le développement de processus industriels à forte valeur ajoutée.

Le FMI note cependant que des réformes complémentaires sont nécessaires pour pérenniser les gains découlant de l'intégration commerciale en Afrique et faire en sorte que ces bénéfices soient partagés aussi largement que possible au sein des populations. A titre d'exemple, des investissements massifs dans l'éducation et l'amélioration des compétences de la main d'œuvre sont nécessaires pour permettre à la population en âge de travailler

puisse profiter des opportunités offertes par l'intégration commerciale régionale.

Afin de saisir l'ensemble des opportunités offertes par la mise en œuvre de la Zlecaf, il est aussi impératif de créer un cadre robuste sur le plan macroéconomique et de moderniser le dispositif de protection sociale en vue de soutenir les populations les plus vulnérables pendant la phase de transition. Sur un autre plan, le FMI indique que la mise en place de la Zlecaf pourrait renforcer la résilience des pays africains aux chocs liés aux tensions géopolitiques en diversifiant leurs destinations d'exportation, leurs sources d'importation et leurs modèles d'intégration dans les chaînes de valeurs transfrontalières. Cela aiderait notamment les pays africains à réduire l'impact des perturbations sur des marchés et des produits spécifiques et à renforcer la sécurité alimentaire, notamment en améliorant la disponibilité et l'abordabilité des approvisionnements alimentaires.

Une intégration commerciale plus poussée à l'échelle continentale peut être par ailleurs un important élément d'une stratégie d'adaptation au changement climatique. En facilitant la circulation transfrontalière des marchandises, la Zlecaf pourrait en effet aider les pays du continent à diversifier leurs sources d'approvisionnement en produits vulnérables au dérèglement climatique. Elle pourrait également réduire la dépendance excessive de certains pays à des secteurs qui risquent de plus en plus d'être affectés par les catastrophes naturelles liées au changement climatique.

## MINES

**La Côte d'Ivoire est la meilleure destination en Afrique de l'Ouest pour l'investissement minier**

Depuis plus d'une décennie, le gouvernement de Côte d'Ivoire travaille à faire des Mines un pilier de l'économie. La production d'or y est en hausse continue, atteignant 48 tonnes en 2022, alors que l'exploration s'intensifie sur d'autres métaux comme le lithium ou les terres rares. Selon l'indice d'attractivité des investissements du Fraser Institute, la Côte d'Ivoire est la meilleure juridiction minière en Afrique de l'Ouest. C'est du moins ce que révèle le sondage annuel du think tank canadien publié début mai et qui classe le pays à la troisième place des juridictions minières les plus attractives d'Afrique, derrière le Maroc et le Botswana.

Selon le document consulté par l'Agence Ecofin, la Côte d'Ivoire arrive largement en tête dans la sous-région, en ce qui concerne la politique minière, un critère qui évalue comment l'environnement réglementaire, politique et social encourage ou décourage l'investissement minier. La Côte d'Ivoire a obtenu un score de 58,73 sur 100, contre 49,43 pour le Ghana et 44,86 pour le Burkina Faso. Le Mali est noté 38,55 sur 100 alors que la Guinée a obtenu la moins bonne note en Afrique de l'Ouest avec 10,40.

En revanche, la Guinée arrive en tête en ce qui concerne le second critère, qui évalue le potentiel minéral, avec un score de 85,71 sur 100, suivie du Burkina Faso avec 77,78 et du Ghana avec 70,83. La Côte d'Ivoire et le Mali ont obtenu la même note, soit 70 sur 100.

Notons que sur les cinq dernières années, c'est la première fois que la Côte d'Ivoire entre dans le classement du Fraser Institute. Le pays arrive 30ème sur le plan mondial, sur 62 juridictions évaluées en 2022..

## POUR RÉDUIRE LA VOLATILITÉ DE SA MONNAIE FIDUCIAIRE

**Le Zimbabwe lance une monnaie numérique adossée à l'or**

Les jetons numériques seront utilisés à la fois comme moyen de paiement et comme réserve de valeur. Certains économistes pensent cependant qu'ils représentent un moyen détourné d'actionner la planche à billets, à environ trois mois de la présidentielle. Le Zimbabwe a lancé, ce lundi 8 mai, une monnaie numérique adossée à l'or pour tenter de réduire la volatilité de sa monnaie fiduciaire et de freiner l'hyperinflation qui étrangle l'économie. Selon un communiqué publié par la Banque centrale, ces jetons numériques seront vendus en dollar américain et en monnaie locale (le dollar zimbabwéen). Toutefois, leur prix en monnaie locale sera assorti d'une marge de 20 % au-dessus

du taux interbancaire moyen entre acheteurs et vendeurs consentants. Les jetons seront vendus à un montant minimum de 10 dollars pour les particuliers et à partir de 5 000 dollars pour les investisseurs institutionnels et les entreprises. La Reserve Bank of Zimbabwe a également précisé que les jetons numériques adossés à l'or, qui devraient être détenus dans les portefeuilles électroniques ou dans des cartes e-gold, seront négociables et capables de faciliter les transactions et les règlements de personne à personne (P2P) et de personne à entreprise (P2B). Cela signifie que ces jetons seront utilisés à la fois comme moyen de paiement et comme réserve de valeur.

Le Zimbabwe traverse une grave crise économique depuis le début des années 2000, après la réforme agraire de l'ex-président Robert Mugabe, qui a brisé un secteur clé de l'économie du pays et l'a poussé à interrompre le remboursement de près de 13 milliards de dollars de dettes à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement (BAD), à la Banque européenne d'investissement (BEI) et aux pays membres du Club de Paris. L'expropriation des fermiers blancs avait alors découragé les investissements étrangers et fait chuter lourdement les exportations, ce qui a incité M. Mugabe à faire tourner à plein régime la planche à billets, provoquant un long épisode d'hyperinflation. C'est dans ce contexte que le

gouvernement a été contraint d'abandonner, en 2009, le dollar zimbabwéen, au profit du dollar américain. Le dollar zimbabwéen a été ensuite réintroduit en 2019 pour tenter de relancer l'économie stagnante, mais il s'est continuellement déprécié par rapport au billet vert. Les jetons numériques adossés à l'or devaient ainsi permettre aux citoyens de se protéger contre la forte volatilité actuelle du taux de change. La monnaie fiduciaire zimbabwéenne a perdu plus de la moitié de sa valeur depuis le début de l'année en cours, pour atteindre environ 2 200 dollars zimbabwéens pour un dollar américain sur le marché parallèle.

## SELON L'APPO

**Une banque dédiée au financement des projets gaziers et pétroliers en Afrique sera lancée d'ici fin 2023**

En Afrique, les financements étrangers orientés vers le développement des champs pétroliers et gaziers tarissent, en raison des exigences de la transition énergétique. Or, la demande et la consommation d'énergie n'ont jamais été aussi élevées sur un continent, où 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité.

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) prévoient de lancer une banque dédiée au financement des projets gaziers et pétroliers en Afrique, d'ici fin 2023, a rapporté le site d'information Pulse Nigeria le 4 mai, ci-

tant le secrétaire général de l'APPO, Omar Farouk Ibrahim (photo). « Les pays membres de l'APPO collaborent avec Afreximbank pour lancer une banque de l'énergie, d'ici la fin de l'année en cours, afin de réduire les besoins en financements étrangers », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « Le processus de création de la banque a atteint un niveau avancé. La décision relative à l'emplacement du siège de cette institution et à la date exacte de son lancement sera prise prochainement ».

M. Ibrahim a également souligné que la banque africaine de l'énergie servira à combler le manque de financements qui

découlera du retrait des investisseurs étrangers dans les énergies fossiles, en raison des exigences liées à la lutte contre le changement climatique et à la transition énergétique.

« Cette banque se concentrera essentiellement sur le financement de projets pétroliers et gaziers sur le continent africain, car les fonds provenant de l'étranger se tarissent », a-t-il dit, notant que la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales ferment le robinet des financements et « imposent des conditions strictes, ce qui n'a pas beaucoup de sens », en ce qui concerne l'Afrique.

Durant la COP 26 à Glasgow, plusieurs pays développés et institutions financières internationales avaient décidé de ne plus financer des projets d'énergies fossiles en Afrique pour contribuer à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le changement climatique, relatifs à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Mais de nombreux dirigeants et experts africains ont plaidé pour une transition énergétique s'étalant sur 20 ou 30 ans sur le continent, au nom de la justice climatique. D'autant plus que le continent ne produit qu'environ 3% des gaz à effet de serre à l'échelle mondiale.

## DETTE

**Le coût pour les Etats monte en flèche**

*Les intérêts payés par les Etats pour leur dette ont augmenté le plus rapidement depuis presque 40 ans en 2022 en raison de la brutale remontée des taux et de la hausse du stock d'emprunts.*

**C'**est la « progression la plus rapide depuis 1984 » d'une année sur l'autre ». Au niveau mondial, les intérêts payés par les Etats ont « monté en flèche » de 20,9% en 2022 par rapport à 2021, selon l'indice annuel de la dette souveraine du gestionnaire d'actifs Janus Henderson. Cette progression reflète selon lui « à la fois la hausse des taux et le gonflement du stock d'emprunts ». En France, le bond de la charge de la dette est même de 43%. Le combat contre l'inflation des Banques centrales explique la hausse des intérêts. Cette explosion des coûts, 1.380 milliards de dollars au total en 2022, est notamment due à la politique des Banques centrales : afin de combattre l'inflation qui a atteint des records depuis les années 1980 dans de nombreux pays occidentaux, elles ont relevé leurs taux directeurs à un

rythme effréné. Alors qu'ils étaient juste au-dessus de 0% début 2022, ils étaient passés proches de 4,5% à la fin de l'année aux Etats-Unis. Depuis, la tendance s'est poursuivie et la Banque centrale américaine a procédé à un dixième relèvement consécutif de ses taux, pour les mener vers 5,25% début mai.

**Les gouvernements « au pied du mur »**

Les gouvernements sont donc « au pied du mur », selon Janus Henderson, qui prévoit que ces coûts « doubleront au cours des trois prochaines années ». En effet, les Etats vont rembourser des dettes émises à une période où les taux d'intérêt étaient bas pour ré-emprunter à des taux désormais bien plus élevés, au plus haut depuis 10 ans dans de nombreux pays d'Europe comme aux Etats-Unis. Le taux de l'emprunt français à 10 ans, qui fait référence, tournait autour des

2,9% lundi, contre 0,19% le 31 décembre 2021. Par ailleurs, redoutée par le gouvernement, la dégradation de la note de crédit de la France opérée fin avril par l'agence Fitch devrait avoir peu de conséquences immédiates pour Paris, dont la dette reste recherchée par les investisseurs. Pour justifier sa décision, Fitch évoque notamment « des déficits budgétaires importants et des progrès modestes » concernant leur réduction, après trois ans d'abondantes dépenses publiques destinées à amortir le choc du Covid et de l'inflation. Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a cherché à rassurer en réaffirmant la volonté du gouvernement de « faire passer des réformes structurantes pour le pays ». Sur la question de la dette, « ne doutez pas de notre détermination totale à rétablir les finances publiques de la nation », a-t-il insisté.

**L'Italie menacée d'une dégradation par Moody's**

Parmi les grands pays européens, la France est moins bien notée que l'Allemagne (triple A chez les trois grandes agences). Mais Berlin fait figure d'exception, à l'heure où Moody's menace de dégrader l'Italie d'un échelon pour classer sa dette dans la catégorie peu enviable des investissements spéculatifs. Autre poids lourd de l'économie européenne, l'Espagne est également moins bien notée que la France, au contraire des Pays-Bas (triple A). En dehors de l'Europe, Fitch a abaissé vendredi d'un cran la note de l'Egypte, de B+ à B, et l'a assortie d'une perspective négative, laissant ainsi entendre qu'elle pourrait l'abaisser encore dans les prochains mois, inquiète de la situation économique du pays.

## PÉKIN

**L'enquête contre la société de conseil américaine Capvision liée à la «sécurité nationale»**

**L**a Chine a affirmé ce mardi 9 mai que la perquisition menée dans les locaux de l'entreprise américaine Capvision visait à sauvegarder la «sécurité nationale», au moment où Pékin renforce la surveillance dans le secteur du conseil et de l'audit.

Les autorités chinoises avaient interrogé fin avril des employés du géant américain du conseil en stratégie et gestion Bain & Company à Shanghai. Le groupe n'avait pas donné d'explications. Le mois précédent, la société d'audit américaine Mintz Group avait annoncé l'arrestation de cinq de ses employés locaux et la fermeture de son bureau à Pékin.

**«Sauvegarder la sécurité nationale»**

Capvision, société de conseil basée à New York et en Chine, fait désormais l'objet d'une enquête concernant ses activités dans le pays, a annoncé lundi la télévision d'État chinoise CCTV. Interrogé sur cette affaire, un porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin, a indiqué mardi que la procédure était

«conforme à la loi». «Cette mesure vise à promouvoir un développement sain du secteur et à sauvegarder la sécurité nationale», a justifié ce porte-parole sans donner plus de précisions. Selon CCTV, des institutions étrangères ont eu recours aux activités en Chine de sociétés de conseil étrangères pour obtenir des «secrets d'État» et d'autres informations sensibles. Dans le cas de Mintz Group, le ministère chinois des Affaires étrangères avait indiqué le mois dernier que l'entreprise était «soupçonnée d'opérations illégales».

Plus largement, certaines entreprises américaines en Chine disent craindre des mesures de rétorsion de Pékin après plusieurs sanctions prises par Washington à l'encontre d'entreprises chinoises, notamment technologiques, au nom de la «sécurité nationale». Le régulateur chinois de l'internet avait ainsi annoncé en avril un «passage en revue» des produits du géant technologique américain Micron, arguant d'éventuels «risques» pour «la sécurité nationale».

## FRANCE/TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**7 milliards d'euros seront dégagés**

**L**e gouvernement a récemment demandé aux ministères de réduire leurs dépenses à hauteur de 5% pour 2024. Ces économies permettraient de dégager 7 milliards d'euros, qui serviront notamment à financer la transition écologique, a indiqué le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire ce mardi. Pour engranger des ressources supplémentaires, l'exécutif compte aussi mieux lutter contre la fraude fiscale. Pour accélérer le désendettement de la France, le gouvernement veut tailler dans les dépenses des ministères. Ainsi, en avril, la Première ministre a demandé à chaque ministre de dénicher 5% d'économies dans leur périmètre, sans tailler dans la masse salariale. Objectif affiché, « réorienter le budget de l'État » vers la transition écologique, la priorité qu'Emmanuel Macron s'est fixée pour ce quinquennat.

« Tous les ministères devront se soumettre à cette règle de la Première ministre : 5% d'économies qui vont permettre de dégager, pour être tout à fait précis, 7 milliards d'euros qui permettront de financer les investissements dans la transition écologique, au moins en partie », a précisé ce mardi 9 mai

le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, au micro de France Culture.

**Les dépenses publiques passées au crible**

Une revue des dépenses publiques est aussi prévue, a rappelé le ministre de l'Économie. Celle-ci a vocation à être réalisée chaque année au sein de tous les ministères. « Là aussi, chaque ministère devra être concerné », a souligné Bruno Le Maire. Ce dernier a notamment évoqué la possibilité d'instaurer un reste à charge de l'ordre de 30% pour le compte personnel de formation (CPF), « sauf lorsque l'employeur paie ou que vous êtes en situation difficile, par exemple si vous êtes chômeur ». Cette revue des dépenses publiques fait partie des piliers de la stratégie d'accélération du désendettement de la France d'ici à 2027. Pour y parvenir, le gouvernement mise aussi, et surtout, sur une croissance plus dynamique. « Il faut augmenter la richesse nationale pour diminuer le ratio de dette sur PIB, par le travail et la baisse d'impôt », a ainsi déclaré fin avril Bruno Le Maire, comptant sur la « réforme France Travail » pour atteindre le plein-emploi. L'exécutif veut aussi sonner le glas des dé-

penses massives du « quoi qu'il en coûte » déployé lors de la pandémie de Covid-19, avec notamment l'arrêt annoncé du bouclier énergétique.

Pour rappel, le désendettement de la France a atteint 111,6% du produit intérieur brut (PIB) fin 2022 et son déficit public 4,7% du PIB. Or, selon les dispositions fixées par le Pacte de stabilité et de croissance européen, ils ne doivent pas dépasser respectivement 60% et 3% du PIB, respectivement. Le gouvernement a annoncé fin avril prévoir de faire baisser le déficit public sous la barre des 3% du PIB en 2027, et rentrer ainsi dans les clous attendus par Bruxelles. Reste que le ratio d'endettement resterait, lui, bien au-dessus des objectifs, à 108,3% du PIB.

**Lutter contre la fraude fiscale**

Un plan de lutte contre la fraude fiscale, présenté officiellement ce mardi, doit également permettre à l'État de récupérer des ressources supplémentaires. « C'est absolument nécessaire pour la cohésion sociale, pour l'efficacité du prélèvement de l'impôt et pour le sentiment de justice auquel légitimement nos compa-

## ESPAGNE

**Accord entre les salariés et le patronat sur une hausse des salaires**

Le patronat et les syndicats espagnols se sont accordés sur une hausse des salaires de 4% en 2023 pour compenser l'augmentation du coût de la vie. Cet accord concerne l'ensemble des salariés des conventions collectives.

« Les organisations syndicales et patronales sont de nouveau à la hauteur de notre pays », s'est réjoui la ministre communiste du Travail, Yolanda Diaz, sur son compte Twitter. Les syndicats et le patronat espagnol se sont mis d'accord sur une hausse des salaires de 4% cette année et 3% en 2024 et 2025 afin de compenser les augmentations de ces derniers mois. Cet accord concerne les salariés des conventions collectives et a été ratifié ce lundi par le syndicat UGT et par les organisations patronales CEOE et Cepyme. L'autre grande centrale syndicale, Commissions Ouvrières (CCOO), doit l'approuver à son tour mardi. Une hausse additionnelle de 1% est prévue en cas d'inflation à des niveaux très élevés. Cet accord n'entraînera toutefois pas de hausse automatique et généralisée des salaires dans le pays mais servira de base à la négociation collective dans les différentes branches.

**L'Espagne continue sa bonne dynamique**

Avec une inflation contenue en dessous des 6% en début d'année contre 9,2 en moyenne dans le reste de la zone euro et une croissance de 5,5% en 2022 grâce au tourisme, l'Espagne est dans le peloton de tête des pays les plus dynamiques de l'Union européenne. Signe de cette bonne santé : le chômage a légèrement reculé pour atteindre 12,87% de la population active l'an dernier, avec une forte progression des emplois en CDI (+1,6 million), dopés par une réforme du marché du travail en vigueur depuis janvier. Le gouvernement a fortement aidé les ménages à hauteur de 50 milliards d'euros en supprimant la TVA sur les denrées alimentaires de premières nécessité ou en donnant un chèque de 200 euros aux familles avec des revenus inférieurs ou égaux à 27.000 euros par an. Le PIB de l'Espagne a d'ailleurs progressé de 3,8% au premier trimestre par rapport au premier trimestre un an plus tôt alors que les économistes tablaient sur une hausse séquentielle de 0,3% du PIB et de 3% en rythme annuel. Le Premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, de retour au pouvoir depuis 2018, a ainsi déclaré : « il y a plus de paix sociale en Espagne que dans la majeure partie des pays de l'Union européenne car il y a un dialogue social que le gouvernement a rétabli ».

trioties sont attachés », a déclaré Bruno Le Maire, tout en réitérant son opposition à une augmentation des impôts.

En amont de la présentation de ce plan, le délégué chargé des Comptes publics a fait savoir que l'objectif est de « concentrer l'effort sur les ultra-riches, les multinationales, mais d'alléger aussi la pression sur les classes moyennes, les petits patrons, les patrons de PME pour leur redonner un peu d'oxygène », a avancé Gabriel Attal, sur France Inter.

Le gouvernement s'attaque à un phénomène qui ne fait l'objet d'aucune estimation officielle. « Certains parlent de 30 milliards, d'autres de 100 ! », admet Gabriel Attal. Une chose est sûre : la fraude fiscale représente potentiellement plusieurs milliards, voire plusieurs dizaines de milliards à récupérer par l'État. Ce dernier veut d'ailleurs connaître avec plus de précision le potentiel de cette manne financière et veut mettre en place, via son plan, un conseil d'évaluation de la fraude fiscale afin que différents experts puissent évaluer la réalité de la fraude fiscale dans le pays.

## CAC 40

## La demande intérieure chinoise inquiète, la bourse de Paris se grippe

Les chiffres du commerce extérieur en Chine ont fait état d'une nouvelle baisse des importations, ce qui pèse notamment sur les valeurs du luxe.

Après avoir connu une séance sans relief lundi, jour férié en France, la Bourse de Paris s'enrhume ce mardi, à la suite des mauvais chiffres du commerce extérieur en Chine. A la mi-séance, le CAC 40 baisse de 0,9% à 7.374,68 points.

Au mois d'avril, les exportations chinoises ont progressé de 8,5% sur un an, une croissance inférieure à celle de mars, de 14,8%, tandis que les importations ont baissé de 7,9%, davantage qu'en mars (-1,4%) et bien plus que le consensus des économistes sondés par Bloomberg (-0,2%).

"En avril, les importations chinoises ont chuté de près de 8% en annuel alors que le consensus attendait un chiffre inchangé. Typiquement le genre de chiffre qui pourrait pousser à des prises de gains sur certaines valeurs européennes, comme celles du luxe par exemple", note Alexandre Baradez, analyste de marché chez IG France.

Effectivement, Kering et Hermes reculent respectivement de 2,2% et 1,7% tandis que LVMH résiste mieux (-0,6%).

Les marchés attendront la publication, mercredi après-midi, de la grande statistique de la semaine, à savoir l'inflation américaine pour le mois d'avril. Les économistes sondés par le Wall Street Journal tablent sur une progression de 5% sur un an pour le chiffre global et de 5,6% pour l'indice de base, hors prix de l'énergie et alimentaires.

Sur les valeurs, du côté des plus petites capitalisations, la société de biopharmacie Theranexus bondit de 65% après avoir obtenu la validation de l'autorité sanitaire américaine des critères d'efficacité et du design de son étude clinique pivot de phase III pour son potentiel traitement contre la maladie de Batten.

Euroapi de son côté gagne un peu de terrain, prenant 0,6% après avoir annoncé un contrat avec une filiale de L'Oréal pour plusieurs projets dans les cosmétiques.

Sur les valeurs, du côté des plus petites capitalisations, la société de biopharmacie Theranexus bondit de 65% après avoir obtenu la validation de l'autorité sanitaire américaine des critères d'efficacité et du design de son étude clinique pivot de phase III pour son potentiel traitement contre la maladie de Batten.

Euroapi de son côté gagne un peu de terrain, prenant 0,6% après avoir annoncé un contrat avec une filiale de L'Oréal pour plusieurs projets dans les cosmétiques.

## POINT-MARCHÉS

## Les actions dans le rouge, l'attentisme prévaut avant l'inflation américaine

Wall Street est attendue en baisse mardi et les Bourses européennes sont également sur la défensive à mi-séance dans un marché où l'attentisme prévaut avant la publication des données mensuelles sur l'inflation américaine alors que des résultats d'entreprises jugés décevants n'incitent guère à la prise de risque.

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture de Wall Street en baisse de 0,43% pour le Dow Jones, de 0,42% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,54% pour le Nasdaq.

À Paris, le CAC 40 fléchit de 1,06% à 7.361,72 points vers 12h45 GMT. À Francfort, le Dax abandonne 0,41% et à Londres, le FTSE cède 0,44%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 recule de 0,75%, l'EuroStoxx 50 de la zone euro de 0,94% et le Stoxx 600 de 0,82%. Principal rendez-vous macroéconomique de la semaine, les investisseurs attendent mercredi les chiffres des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis, ce qui permettrait de confirmer ou d'infirmier le scénario d'une pause dans la remontée des taux et la perspective d'un atterrissage en douceur de l'économie. "Le marché ne sait vraiment pas si ce sera un 'hard landing' ou un 'soft landing'", relève Giles Coghlan, analyste chez HYCM, disant s'attendre toutefois à une politique moins restrictive de la part de la Réserve fédérale américaine (Fed), ce qui devrait affaiblir le dollar et favoriser les marchés d'actions.

En Europe, où les chiffres de l'inflation allemande seront également publiés mercredi, Peter Kazimir, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, a estimé mardi que la BCE pourrait devoir relever ses taux plus longtemps que prévu. La Banque d'Angleterre (BoE), pour sa part, tient sa réunion de politique monétaire jeudi.

## Les valeurs à suivre à wall street

Le groupe de cosmétiques et de parfums COTY prenait 2% à la faveur d'un nouveau relèvement de son objectif de bénéfice annuel, tandis que Paypal Holdings reculait de 5% dans les transactions hors séance après l'abaissement par le groupe de paiement de sa prévision de marge opérationnelle ajustée pour cette année. L'équipementier sportif Under Armour cédait pour sa part 2,5% en avant-Bourse après la publication de prévisions annuelles de ventes et de bénéfice inférieures aux attentes.

## Valeurs en europe

En Bourse, une grande partie des compartiments du Stoxx 600 paneuropéen évolue dans le rouge, la baisse la plus marquée

étant pour l'immobilier qui reflue de 2,26%. À Paris, Unibail Rodamco cède 1,19% et Icade 2,37% dans le sillage d'un nouveau plongeon, de 13,54%, de SBB. Le groupe immobilier suédois a annoncé lundi une suspension du dividende versé aux actionnaires et l'annulation d'une levée de capitaux après l'abaissement de sa note de crédit par S&P Global de BBB- à BB+. Les valeurs du luxe sont également délaissées en raison d'un indicateur économique chinois qui montre une baisse surprise des importations et une hausse un peu moins importante que prévu des exportations. Kering, Hermès, Richemont, Moncler perdent de 1,53% à 2,60%.

Côté publications financières d'entreprises, l'assureur britannique chute de 5,84% après avoir déclaré s'attendre à une pression sur son bénéfice cette année, tandis que le producteur néerlandais d'engrais OCI cède 5,48% après un Ebitda inférieur aux attentes au titre du premier trimestre. À la hausse, Banco BPM bondit de 4,52% à la faveur du relèvement de son objectif de bénéfice pour 2023 et 2024, tandis que Fresenius Medical Care progresse de 1,31%, le spécialiste al-

lemant de la dialyse ayant annoncé une baisse moins marquée que prévu de son résultat d'exploitation ajusté trimestriel. Hors résultats, JD Sports, qui souhaite racheter le distributeur de chaussures Courir, avance de 1,26%.

## Taux

Les rendements des emprunts d'Etat reculent à la veille de la publication des chiffres de l'inflation aux Etats-Unis et en Allemagne: celui des Treasuries à dix ans cède un peu plus de trois points de base, à 3,49%, et son équivalent allemand environ deux points, à 2,312%.

## Changes

Le dollar monte de 0,21% face à un panier de devises de référence alors que les cambistes attendent de nouvelles données sur les prix aux Etats-Unis et la rencontre prévue dans la journée entre le président Joe Biden et les responsables républicains du Congrès au sujet du plafond de la dette, ce qui permettrait de clarifier les perspectives économiques. L'euro, en repli de 0,36%, se traite à 1,0964 dollar.

## SUISSE

## Le patron de Credit Suisse rejoint la direction d'UBS

UBS va placer ses cadres dirigeants aux postes clés dans la future entité qui va émerger de son rachat forcé de Credit Suisse, seul Ulrich Körner, l'actuel patron de Credit Suisse, étant appelé à rejoindre le comité de direction. UBS a dévoilé mardi dans un communiqué les premiers éléments de sa complexe fusion avec Credit Suisse, décidée sous la pression des autorités suisses pour éviter qu'elle ne sombre. Le 19 mars, UBS a accepté de la racheter pour 3 milliards de francs suisses (une somme équivalente en euros) moyennant de solides garanties de la Confédération helvétique.

Les informations, concernant un rapprochement orchestré dans l'urgence et qui doit intervenir dans les "prochaines semaines", arrivent au compte-goutte mais

en annonçant la composition de la nouvelle équipe de direction, UBS souligne qui aura le pouvoir dans la future mégabanque.

Cette composition est "sans grande surprise", a réagi Andreas Venditti, analyste chez Vontobel, dans un commentaire de marché. Elle "reflète clairement le fait qu'UBS reprend Credit Suisse", ajoute-t-il, notant qu'il n'y aura pas d'anciens dirigeants de Credit Suisse "à part Ulrich Körner dans le nouveau comité de direction". "Avec sa connaissance des deux organisations", Ulrich Körner "aura la responsabilité d'assurer la continuité des opérations et l'attention aux clients tout en soutenant le processus d'intégration", précise UBS dans son communiqué. Une feuille de route étroite et bien tracée.

Connu pour son expertise dans les restructurations, Ulrich Körner, 60 ans, a travaillé tour à tour chez Credit Suisse et UBS au fil de sa carrière.

Ce ressortissant germano-suisse, docteur en économie a occupé plusieurs fonctions chez Credit Suisse entre 1998 et 2009 avant de rejoindre UBS en 2009, où il a notamment dirigé la gestion d'actifs. Il était alors déjà membre du comité de direction.

En 2021, il a été rappelé chez Credit Suisse, d'abord pour redresser la gestion d'actifs après la faillite de la société financière britannique Greensill, avant de se voir confier la direction de l'ensemble du groupe en août 2022 pour tenter de sauver la banque.

## BOURSES

## Progression en Chine et stagnation en Europe

Les Bourses européennes stagnent pour leur ouverture ce lundi à l'inverse de leurs homologues chinoises. Les chiffres de la consommation aux Etats-Unis annoncés cette semaine pourraient venir perturber à nouveau ces chiffres.

Réveil difficile pour les Bourses européennes. Alors que Londres reste fermée en raison du couronnement de Charles III, les Bourses de Paris et de Francfort ont ouvert ce matin à l'équilibre à +0,05% pour la première et +0,01% pour la seconde. Les places asiatiques, quant à elles, ont gagné 1,81% à Shanghai, 0,44% à Shenzhen et 1,2% à Hong Kong. Tokyo a, de son côté, reculé de 0,7% après un long week-end de cinq jours.

Ces chiffres indiquent différentes réactions face aux résultats de l'emploi aux Etats-Unis. Celui-ci a bondi de manière inattendue en avril confirmant ainsi la résilience de l'économie américaine. Mais les Bourses européennes restent méfiantes car la lutte contre l'inflation aux Etats-Unis demeure. Les prix à la consommation pour avril et les prix à la pro-

duction seront publiés dans la semaine et permettront de connaître l'inflation. Car, si le marché de l'emploi demeure solide, l'activité économique des deux côtés de l'Atlantique a commencé à ralentir.

L'inflation demeure « trop élevée pour trop longtemps » en zone euro (les 20 pays à avoir adopté la monnaie unique) d'après la Banque centrale européenne (BCE). Et pour cause, l'inflation a navigué encore bien au-dessus de l'objectif de 2% en avril, regagnant 0,1 point de pourcentage, à 7%, après des mois de ralentissement. Toutefois, en excluant les prix d'énergie, de l'alimentation, du tabac et de l'alcool, l'inflation « sous-jacente » a reculé pour la première fois en un an, à 5,6% contre 5,7% en mars, selon Eurostat.

La Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) relève, de son côté, ses taux d'un quart de point de pourcentage, soit 25 points de base, indique-t-elle dans son communiqué. Le principal taux directeur de la Fed se situe désormais dans une fourchette de 5,00 à 5,25%, au plus haut depuis 2006, à l'issue d'une décision prise à l'unanimité.

Si les chiffres des Etats-Unis entraînent une réserve du côté européen, les Bourses chinoises affichent des échanges dynamiques après la remontée de la Bourse de New-York vendredi dernier et dans l'attente des chiffres de l'inflation en Chine cette semaine.

En Europe, l'activité économique ralentit. La production industrielle allemande a ainsi diminué de 3,4% en mars après une hausse de 2,1% en février. Une chute plus importante que ce que prévoient les analystes, qui misaient sur une baisse de 1,3%. Les commandes ont chuté encore plus lourdement, en baisse de 10,7%, du jamais vu depuis la pandémie de COVID.

Ce recul s'explique en grande partie par l'industrie automobile, qui représente à elle seule environ 20% de l'industrie allemande. Elle a diminué de 6,5% sur un mois. En cause : la crise des semi-conducteurs s'atténue progressivement mais continue de ralentir la production. Le gouvernement allemand mise sur une croissance de 0,4% sur l'ensemble de l'année 2023.

## B20, ÉDITEUR DE LOGICIELS ERP ET GMAO PERSONNALISABLES Il vise une croissance soutenue d'ici 2025

*Business Office Oxygen a été créé en 2010 par Bruno Texier et Jérôme Bruhat, avec pour objectif de mettre l'humain et la mobilité au cœur de leur solution de gestion. Cet ADN fort est d'ailleurs bien présent aujourd'hui dans ses logiciels.*

Dès sa création, B20 a toujours souhaité fournir une prestation globale à ses clients. Elle conçoit et développe ses logiciels, procède au déploiement chez les clients et assure le service support. Cette approche a séduit des clients de divers secteurs d'activités pendant les premières années : bâtiment, fermeture automatique, télécom, agroalimentaire, industrie, négoce, tertiaire, etc. L'entreprise rennaise a ensuite opéré un virage stratégique en se spécialisant dans les secteurs du bâtiment et de la gestion de la maintenance et du SAV. La gestion de chantier et la gestion des interventions nécessitent une grande mobilité des équipes, une organisation sans faille et un pilotage agile. C'est ainsi que les solutions myB2O BTP (logiciel ERP bâtiment) et



myB2O Interventions (logiciel GMAO) ont vu le jour. B20 a tout naturellement renforcé son équipe marketing et ajusté sa stratégie en conséquence, avec en tête de pont la refonte du site b2o.eu, adapté à la nouvelle orientation de l'entreprise.

**La personnalisation des logiciels myB2O : un atout phare pour les clients de B2O**  
Aujourd'hui, il existe de nombreux acteurs dans le domaine

des logiciels ERP et GMAO. Ce qui rend l'offre de B20 unique est sa capacité à fortement personnaliser les solutions proposées à ses clients, tout en restant dans son modèle standard. Le tout 100% made in France. Ce point fort trouve son origine dans la conception initiale de l'outil. Puisque l'entreprise a dû s'adapter aux spécificités de secteurs d'activités aussi différents que variés, les logiciels

sont intrinsèquement agiles, modulaires et personnalisables. La force de B20 est d'avoir su développer la majeure partie de ces spécificités dans son socle commun, puis de rendre paramétrables les logiciels afin de répondre aux demandes de ses clients. Aujourd'hui, les logiciels peuvent donc s'adapter aux processus et à la sémantique de chaque client sans engendrer de développement spécifique à outrance. C'est aussi un avantage financier non négligeable pour les clients. Et si les solutions de B20 ont évolué au fil des années vers des logiciels métiers, elles ont conservé leur marque de fabrique avec les différents modules RH, chose plutôt rare sur le marché des outils métiers ERP et GMAO.

### PROTEUS

#### La station spatiale sous-marine de Fabien Cousteau

En 2026, au large de Curaçao dans les Caraïbes, une station sous-marine fixe, pouvant héberger jusqu'à douze scientifiques, devrait être opérationnelle. C'est le projet Proteus, mené par le petit-fils du Commandant Cousteau.

Dans l'espace il y a l'ISS, la Station spatiale internationale, avec ses équipages internationaux et ces expériences en apesanteur, mais sur Terre — ou plutôt sous la mer —, il pourrait bien y avoir un projet similaire dans l'avenir. C'est un nom connu qui a initié le projet, puisque c'est le petit-fils du Commandant Cousteau, Fabien Cousteau. Son projet de station sous-marine porte le nom de Proteus, et c'est du sérieux, puisque la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) a annoncé qu'elle signerait un nouvel accord de recherche avec l'organisation Proteus Ocean Group, qui a élaboré les plans de cette installation de recherche sous-marine. La station permettra d'accueillir des scientifiques pour de longs séjours pendant qu'ils étudient l'environnement marin. Selon Fabien Cousteau, cette plateforme Proteus donne « un accès illimité à l'océan 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, qui rendra possible des études à long terme avec une observation et une expérimentation humaines continues ».

#### Une station pour les fonds marins

Les découvertes tourneront autour des refuges climatiques, des super coraux, des médicaments, les données micro-environnementales liées aux événements climatiques. Proteus n'est pas la première station sous-marine. Il en existe déjà une autre au large des côtes de la Floride appelée Aquarius. Mais Aquarius vieillit et les six occupants y sont serrés. Proteus vise à créer une structure d'environ 185 m<sup>2</sup> pouvant accueillir jusqu'à 12 occupants. La station devrait être installée au large de Curaçao dans les Caraïbes et pourrait bien être opérationnelle d'ici 2026. Une seconde station devrait également être construite.

### SUPERGRID INSTITUTE

#### Test des réseaux du futur dans les énergies renouvelables

Déjà doté d'une vingtaine de laboratoires dans les réseaux électriques, le SuperGrid Institute de Villeurbanne (Rhône) vient de mettre en service une minicentrale capable de produire jusqu'à 200 000 volts pendant quelques instants pour tester les très fortes puissances, en particulier pour l'éolien offshore. Une série de bâtiments tout neufs longe l'usine de General Electric à Villeurbanne (Rhône), où le conglomérat américain fabrique des connecteurs pour le monde entier. Parmi ces nouveaux locaux, un cube de 27 mètres de côté construit sur d'immenses ressorts antisismiques. «Les connecteurs en céramique sont fragiles», souligne Christophe Creusot, responsable technique de l'Institut de transition énergétique (ITE) SuperGrid Institute. À l'intérieur du bâtiment, un générateur de courant qui peut atteindre 200 000 volts pendant quelques secondes, «ce qui en fait une plateforme unique au monde», indique le responsable. Conçu pour tester les équipements des transformateurs de haute tension, à 800 ou 1 000 kilovolts, et les soumettre à des courts-circuits, ce banc a mobilisé 46 millions d'euros d'investissement, que cet ITE public privé a financé sur ses fonds et grâce à une aide du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes de 10 millions d'euros.

### PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE, DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION DE LA FEMME

WILAYA DE TEBESSA TEBESSA LE 2023 مای 02  
DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITÉ  
N°: 990 /W.T/D.A.S.S/2023

A l'entreprise ADDISION  
Vente En Gros Equipement et Matériels  
BOUGUELIANE Abdelkrim  
N° 66 cité 90 Logement Bordj Bou Arreridj  
Wilaya de Bordj Bou Arreridj

#### Dexieme Mise en demeure avant résiliation

**Opération:** Etude, Réalisation et équipement du siège de la cour de justice de Tébessa.

**Lot n° 08:** Fourniture, pose et mise en marche appareil de reprographie

L'entreprise: ADDISION Vente En Gros Equipement et Matériels BOUGUELIANE  
Abdelkrim, N° 66 cité 90 Logement Bordj Bou Arreridj - Wilaya de Bordj Bou Arreridj  
titulaire du convention d'équipement en date du 03/07/2022 visée par le contrôleur  
financier sous le n°1242 en date du : 25/10/2022

Suite à la 1<sup>ère</sup> mise en demeure paru le 27/04/2023 dans les quotidiens nationaux  
« l'expression et el ghad el jazairi » pour le refus de la signature de l'ordre de service  
pour l'approvisionnement des équipements .

Vu le préjudice causé au maître de l'ouvrage par ce comportement notamment le  
retard qui a enregistré la non réception de cette structure .

Compte tenu de ce qui précède, et dans le cas du refus d'obtempérer à cette  
deuxième mise en demeure dans un délai de 03 jours à partir de la première parution  
dans la presse nationale, le maître de l'ouvrage procédera à la résiliation du marché  
aux torts exclusifs de l'entreprise.

### LE PLUS GRAND BÂTIMENT IMPRIMÉ EN 3D D'EUROPE Il voit le jour en Allemagne

En Allemagne, une entreprise américaine construit le plus grand bâtiment imprimé en 3D. Destiné à abriter un data center, il nécessitera environ 140 heures d'impression. 54 mètres de long, 11 mètres de large, 9 mètres de haut, 600 mètres carrés de superficie : tels sont les chiffres imposants du plus grand bâtiment construit en Europe au moyen de l'impression 3D. Une technologie qui permettra d'ériger un tel édifice en un temps record : débuté le 31 mars dernier, le chantier du gros œuvre est prévu pour s'achever fin juillet. Le chantier se déroule à Heidelberg, en Allemagne.





POUR DÉCROCHER LA « MÉGA-USINE » VOLKSWAGEN

## Le « coup de maître » du Canada

*Pour emporter la décision du constructeur allemand, l'exécutif canadien s'est aliéné au dollar près sur ce que l'Inflation Reduction Act aurait rapporté à Volkswagen s'il avait choisi d'installer son site de production de batteries aux États-Unis.*

**A** Saint Thomas, commune de 39 000 habitants du sud-ouest de la province de l'Ontario, les tractopelles sont arrivées et s'emploient à raser le terrain. Les travaux de construction ne commenceront que début 2024, mais les superlatifs sont déjà de mise : la nouvelle usine de production de batteries électriques de Volkswagen s'étendra au sein d'un parc industriel de 6 kilomètres carrés, elle comprendra

six chaînes de production et fournira, à terme, après son achèvement prévu en 2027, 1 million de batteries par an destinées à équiper les quelque vingt-cinq modèles de véhicules électriques que le constructeur automobile européen prévoit de lancer dans les années à venir. Elle emploiera 3 000 travailleurs, et le gouvernement canadien compte sur la création de dix fois plus d'emplois indirects. La « méga-usine » de Saint Thomas s'annonce déjà comme la plus importante

du genre de Volkswagen en Amérique du Nord ; Frank Blome, PDG de PowerCo, filiale du groupe qui fabrique ces batteries électriques, n'a pas exclu qu'elle devienne la plus grande du monde. Mais les investissements XXL consentis sont plus remarquables encore : aux 7 milliards de dollars canadiens (4,7 milliards d'euros) que Volkswagen injectera pour la construction de l'usine le gouvernement fédéral a promis d'ajouter 700 millions, et celui de l'Ontario s'est fendu de

500 millions, assortis d'engagements à améliorer les infrastructures environnantes en matière de routes, de chemins de fer et de services publics. Mais surtout, selon le détail des investissements dévoilés le 21 avril, après un accord officiel conclu le 13 mars, Ottawa s'est engagé à déboursier sur la prochaine décennie, entre 8 milliards et 13,2 milliards de dollars canadiens en subventions à la production. Du jamais-vu dans l'histoire du Canada.

DACIA

## nouveau problème, véhicules rappelés !

Dacia lance une nouvelle campagne de rappel de son premier modèles électrique, fabriqués en Chine. En effet, plusieurs propriétaires de Dacia Spring ont reçu des e-mails leur conseillant de contacter un agent Dacia agréé en Roumanie, afin de vérifier l'unité de charge de la voiture, rapport plusieurs médias roumains. Les propriétaires de la Dacia Spring ont été notifiés d'un éventuel dysfonctionnement de la borne de recharge du véhicule pouvant entraîner l'affichage d'une alerte au tableau de bord ou empêcher le démarrage de la voiture. Rappelons qu'en décembre

2022, le modèle roumain 100% électrique enregistre sa première campagne de rappel officielle. Dacia avait averti individuellement les propriétaires des modèles fabriqués dans l'usine chinoise de Shiyang entre le 26 avril et le 4 octobre 2022, afin d'effectuer une opération de remplacement de pièces. En France, Dacia avait rappelé environ 1 100 voitures pour mener à bien ce processus de remplacement. Bien que la marque roumaine n'ait pas communiqué le nombre exact des unités concernées, cette opération aurait été effectuée sur plusieurs milliers de voitures, peut-être même

plus de 10 000. Dacia Spring semble être encore une fois le maillon faible de la marque de Mioveni. Lors du crash test Euro-NCAP, le modèle bon marché 100% électrique, Dacia Spring a reçu une étoile sur cinq. Ou les résultats sur l'ensemble des critères de test – sécurité adulte et enfant, protection des usagers de la route vulnérables et équipements avec systèmes d'assistance – sont inférieurs à la moyenne. En dépit de son statut indétronable comme étant le best-seller des véhicules à prix d'ami en Europe, et ses résultats commerciaux en

constante progression, la marque roumaine a vu sa fiabilité remise en questions ! En mars 2023, La Justice française a ordonné le groupe français de communiquer un certain nombre de pièces essentielles à la poursuite de l'affaire et à l'indemnisation des 1700 victimes, rapport nos confrères du site Actu.fr. Cette affaire, connue sous le nom de Motorgate, remonte à 2019, ou un grave défaut dans les moteurs de 400 000 voitures a été détecté, ce dernier pouvait conduire à la casse du moteur.

PEUGEOT

## leader du marché des véhicules particuliers au cumul 2023 en France

Au premier quadrimestre 2023, la marque PEUGEOT conserve la première place du marché VP, avec un volume en hausse de près de 6500 véhicules, soit +8 % par rapport à l'année 2022. Ces bonnes performances sont dues aux cinq véhicules qui confirment la première place de leur segment, mais principalement à la PEUGEOT 208 qui conserve le leadership des véhicules les plus vendus en France en VP+VU.

PEUGEOT accentue également son leadership des véhicules électrifiés en VP et en VU (Electric + Plugin Hybride).

Au cumul 2023 :

**PEUGEOT avec la PEUGEOT 208** conserve la tête des véhicules les plus vendus en France avec une part de marché de 5,6 %

Cinq véhicules sont leader de leur segment :

La PEUGEOT 208 sur le segment B avec une part de marché de 5,6 %

La PEUGEOT 2008 sur le segment B-SUV avec une part de marché de 3,2 %

La nouvelle PEUGEOT 308 sur le segment C avec une part de marché de 2,8 %

La PEUGEOT 3008 sur le segment C-SUV avec une part de marché de 2,1 %

La PEUGEOT 5008 sur le segment C-SUV 7 places avec une part de marché de 1 %

Dans un marché VP en hausse de 16,7 % PEUGEOT affiche une part de marché de 15,5 %.

Dans un marché VP+VU en hausse de 13,3 % PEUGEOT affiche une part de marché de 15,7 %.

ALPINE

## Le constructeur annonce son partenariat avec Blast.tv Paris Major

**A**lpine, membre de Renault Group, annonce un nouveau partenariat avec le BLAST.tv Paris Major 2023. Cette association représente le crossover ultime entre les communautés de l'automobile, du sport automobile et de Counter Strike: Global Offensive (CS:GO). Offrant de nombreuses expériences aux fans à l'intérieur et à l'extérieur de l'arène, Alpine sera le Partenaire Automobile et Sport Automobile Officiel du Major, dès la phase Challengers le 8 mai, jusqu'à celle des Champions du 18 au 21 mai à l'Accor Arena de Paris. Opposant les vingt-quatre meilleures équipes de la planète pour une part de la cagnotte de 1 250 000 \$ en jeu,

le BLAST.tv Paris Major 2023 est l'un des événements les plus attendus du calendrier esports. L'édition de cette année devrait attirer plus de 50 000 spectateurs et sera diffusée dans le monde entier, dans plus de cent territoires et vingt-quatre langues différentes. Le partenariat entre Alpine et le BLAST.tv Paris Major 23 embrasse leur ambition commune de célébrer toutes les formes d'esprits de compétition. Compétiteurs nés, Alpine s'appuiera sur cette collaboration comme plateforme pour valoriser la course au sein de la communauté esports et connecter les deux publics avec des opérations innovantes durant l'événement. Alpine sera présente lors de

la diffusion en direct des phases Challengers, Legends et Champions. Pour la dernière étape, Alpine bénéficiera d'une présence significative dans toute l'arène, avec l'exposition d'une Alpine A110 S et de simulateurs de pointe Alpine Trak Racer, disponibles à l'essai. Présentateur CS:GO et hôte des BAFTA Games Awards en 2023, Frankie Ward sera l'ambassadeur de ce partenariat et la voix d'Alpine au fil de l'événement. Pour s'aligner avec les aficionados de CS:GO, Alpine a aussi fait appel à Brock Hofer, artiste légendaire sur CS:GO avec plus de trois millions de dollars de vente de skins. Celui-ci créera la surprise en dévoilant ses créations inédites dans

l'Arène. Renforçant davantage la relation entre les deux marques, le logo BLAST.tv sera présent sur l'A523 lors du Grand Prix d'Émilie-Romagne de Formule 1 2023. Lors des phases Challengers et Legends, les fans pourront également choisir les gamertags des pilotes Esteban Ocon et Pierre Gasly, qui seront ensuite arborés sur les A523 sur cette même épreuve. David Gendry, directeur Sponsoring, Partenariats et Communication d'Alpine : « Le croisement entre les publics du sport automobile et de CS:GO est énorme. Bien que nous recherchions toujours des moyens d'élargir notre audience en F1 et en automobile auprès du grand

public, il est fantastique de travailler avec une communauté que nous savons tellement passionnée par les jeux de compétition. Nous sommes des compétiteurs nés et nous sommes ravis de nous aligner sur un événement qui incarne l'excellence compétitive. Un tel crossover n'a jamais été initié auparavant en esports et nous sommes très respectueux de la communauté CS:GO, en particulier lors d'un événement aussi attendu. Voilà pourquoi nous voulions nous engager avec les participants d'une manière naturelle, en nous appuyant sur des icônes de CS:GO pour nous aider à nous rapprocher de cette scène. »

## ÉNERGIES RENOUVELABLES

### «L'UE doit réduire sa dépendance à la Chine»

L'Union européenne doit «décentraliser» son approvisionnement dans les énergies renouvelables, éoliennes et solaires, actuellement trop dépendant de la Chine, a déclaré mardi à l'AFP Francesco La Camera, le chef de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). «Il est important de travailler à décentraliser la chaîne d'approvisionnement», a-t-il affirmé, en marge d'un forum intergouvernemental à Berlin, dédié au développement de l'éolien offshore en Mer Baltique. «Il faut davantage collaborer avec l'Afrique, l'Amérique du Sud ou l'Asie du Sud-Est», pour produire les infrastructures nécessaires à la transition énergétique, a ajouté Francesco La Camera.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mercredi 10 Mai 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

## GÉOSTRATÉGIE ÉCONOMIQUE

### Le marché africain dépassera bientôt celui d'Asie et d'Europe

Disposant d'une population très importante et surtout jeune, la Zone de libre-échange continentale africaine offre de riches possibilités de croissance économique. Cependant, un sous-développement prononcé des infrastructures empêche les échanges infrarégionaux, selon un récent rapport. Avec ses plus de 1,4 milliard d'habitants, l'Afrique représente déjà près de 20% de la population mondiale. En 2023, elle est la deuxième zone du monde la plus peuplée derrière l'Asie (avec 4,7 milliards). Sa population compte déjà pour le double de celle de l'Europe (743 millions), fait ressortir un récent rapport de la Fondation Mo Ibrahim, fondée en 2006 par l'homme d'affaires et philanthrope soudanais-britannique éponyme. La Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca) représente donc une énorme opportunité pour l'Afrique, selon le rapport. Qui plus est, la population de l'Afrique est la plus jeune du monde et devrait augmenter de manière significative à partir de 2060. Les ressources naturelles du continent, y compris les minéraux essentiels pour les technologies renouvelables, le rende indispensable à une économie verte, qui aspire à réduire les émissions de carbone. Si l'Asie restera la région la plus peuplée du monde en 2100, elle commencera à diminuer à partir de 2060. L'Amérique du Nord et l'Océanie continuent de croître, mais la population africaine est estimée être la seule à augmenter considérablement. Née en 2021, la Zleca est le plus grand marché potentiel au monde, souligne le rapport. Elle engage ses signataires à supprimer les droits de douane sur 90% des marchandises, à libéraliser progressivement le commerce des services et à éliminer les autres barrières non tarifaires. Avec ses plus de 1,4 milliard de personnes, la taille du marché de la Zleca a dépassé le marché unique de l'UE, l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) et le marché commun du Sud (MERCOSUR) combinés, d'après le rapport. Il s'agit de l'accord de libre-échange le plus important pour le nombre de pays membres.

Agence

## CRAAG

### Le corps céleste aperçu récemment en Algérie est une météorite

Le corps céleste qui a été aperçu récemment en Algérie est une météorite et n'a aucun lien avec l'activité sismique, a précisé mardi un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). Le Centre a indiqué avoir "observé une boule de feu (météorite) la nuit du 7 au 8 mai 2023, vers 23h59 (heure locale), un phénomène également signalé par de nombreux citoyens dans différentes régions du pays", soulignant que "la boule de feu qui était très brillante avec une traînée lumineuse a été aperçue pendant plusieurs secondes, de l'ouest au sud-est".

Ce corps céleste est une météorite capturée par la

## ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

### «Convergence totale» des vues sur les questions d'intérêt commun

Le ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie Saoudite, le prince Faisal bin Farhan Al Saoud a fait part, mardi, d'une «convergence totale» des vues de l'Algérie et de son pays concernant les différentes questions d'intérêt commun, indiquant que la coopération et la coordination existant entre les deux pays servaient la sécurité et la stabilité dans la région arabe et la communauté internationale, dans un sens plus large. Au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, le prince Faisal bin Farhan a déclaré avoir «transmis au président Tebboune et au peuple algérien frère les salutations du Serviteur des deux Lieux Saints et de Son Altesse le Prince héritier, Mohammed ben Salmame ben Abdelaziz». «J'ai noté, comme à l'accoutumée, une totale convergence des vues des du Royaume d'Arabie Saoudite et de l'Algérie, et j'ai aperçu un attachement de son Excellence, le Président, à aller de l'avant pour renforcer tous les domaines de coopération

entre nos deux pays, à la faveur des nombreuses opportunités offertes dans ce cadre, à travers le renforcement des échanges commerciaux qui ont connu une hausse constante, ces dernières années».

Le ministre saoudien des Affaires étrangères a mis en avant l'importance de sa visite d'aujourd'hui en Algérie, qui vient dans le prolongement et la poursuite de la coopération et de la coordination étroite entre les deux pays dans tous les domaines, étant donné que l'Algérie préside actuellement le Conseil de la Ligue arabe au niveau du Sommet, en attendant de confier la présidence au Royaume d'Arabie Saoudite à l'occasion du prochain sommet. Rappelant les multiples opportunités pour renforcer cette coopération et poursuivre l'exploration d'autres domaines de coopération et de coordination, le ministre saoudien a souligné que la coordination et la coopération au niveau bilatéral et multilatéral «servent non seulement nos deux pays, mais aussi la sécurité et la stabilité du

Monde arabe et de notre région, dans un sens plus large, mais aussi la communauté internationale tout entière et nous comptons maintenir cette coopération et coordination».

Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, et son homologue saoudien, Faycal bin Farhan bin Abdullah Al Saud, se sont mis d'accord sur des mesures concrètes pour renforcer le cadre juridique et structurel des relations bilatérales, notamment en achevant l'élaboration des textes, qui viendrait enrichir l'arsenal juridique qui facilite la coopération bilatérale et la mise en place du Conseil supérieur de coordination algéro-saoudien avec ses différents organes subsidiaires, ainsi que l'encouragement de l'échange de visites officielles afin d'explorer et de concrétiser des opportunités prometteuses de coopération et de partenariat dans le domaine économique.

R E.

## LE PR NIBOUCHE ALERTE

### Des drogues hautement toxiques entraînent des décès subits chez les jeunes

«L'invasion des drogues qui se répandent dans notre pays, intoxiquant nos jeunes et nos enfants, est inquiétante et représente une sérieuse menace», alerte le Professeur Djamel Eddine Nibouche, Chef de service de cardiologie au CHU Hussein

Dey d'Alger, ce mardi. «Aujourd'hui, nous lançons un cri d'alarme, car nous enregistrons de plus en plus de décès causés par des intoxications liées à des surdoses de drogues mélangées et toxiques, dont l'origine et la composition restent inconnues, puisqu'elles sont fabriquées par des laboratoires clandestins et introduites illégalement à travers les frontières», explique-t-il lors de son passage dans l'émission "L'Invité de la rédaction" de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne.

Selon le Professeur, l'introduction de ces drogues suit «une stratégie planifiée et bien étudiée visant à détruire le pays». Il appelle à l'implication des parents et de la société civile dans la lutte contre ce fléau qui menace l'Algérie, notamment par la création de comités de quartier dont la mission sera de sensibiliser les jeunes et de dénoncer les dealers.